



BANQUE MONDIALE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO
UNITE-PROGRES-JUSTICE

BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2020



BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2020





MALI

NIGER

BURKINA FASO

■ OUAGADOUGOU

Dori

Ouahigouya

Kaya

Ziniaré

Dédougou

Koudougou

Fada-N'Gourma

Manga

Tenkodogo

Bobo-Dioulasso

Banfora

Gaoua

BENIN

GHANA

TOGO

CÔTE D'IVOIRE

AVANT-PROPOS



Le Gouvernement, dans sa volonté d'améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques et l'accessibilité des informations et données budgétaires aux citoyens, élabore chaque année, et ce depuis 2014, un budget citoyen.

Ce document qui reprend dans un langage simplifié l'essentiel du contenu de la loi de finances, permet aux citoyens de s'en approprier afin de pouvoir pleinement exercer leurs rôles de contrôle et de veille citoyenne, conformément aux dispositions de la loi N° 008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso.

La présente édition tout en présentant les efforts du Gouvernement en 2020 dans les domaines de l'éducation, la santé, l'agriculture, l'eau potable, l'assainissement, l'emploi, la formation professionnelle et les infrastructures, aborde également la question préoccupante de la lutte contre l'insécurité en affichant les prévisions de ressources allouées au secteur de la défense et sécurité.

Les ambitions du Gouvernement pour ces secteurs qui impactent fortement et directement la vie du citoyen nous interpellent à redoubler d'effort dans la mobilisation et l'utilisation rationnelle des ressources internes face à la raréfaction des ressources extérieures.

Cette situation appelle, chacun en ce qui le concerne, à un sursaut patriotique dans l'accomplissement de son devoir fiscal pour le financement de nos priorités en matière de développement économique et social.

Pour permettre son appropriation, à un plus grand nombre de citoyens, ce document sera traduit dans quelques langues nationales et une large diffusion à l'endroit de toutes les couches de la population via des canaux appropriés sera faite.

Le Ministre de l'Economie, des
Finances et du Développement



Lassane KABORE

Officier de l'Ordre de l'Étalon



BURKINA FASO
UNION - PROGRES - JUSTICE
ASSEMBLÉE NATIONALE

SOMMAIRE

1^{re} PARTIE

09

GENERALITES SUR LE BUDGET ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

- I. Quelques notions de base
- II. Fondements juridiques de l'élaboration du budget citoyen
- III. Grandes étapes du processus d'élaboration du budget
- IV. Nouvelles dispositions fiscales

2^e PARTIE

19

CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

- I. Contexte d'élaboration du Budget de l'Etat, exercice 2020
- II. Hypothèses d'élaboration du Budget de l'Etat 2020
- III. Priorités retenues pour l'année 2020

3^e PARTIE

25

PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

- I. Recettes
- II. Dépenses
- III. Agrégats budgétaires

4^e PARTIE

33

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

5^e PARTIE

85

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2020

- I. En matière de recettes
- II. En matière de dépenses

88

CONCLUSION

89

ANNEXES



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

01

**GENERALITES SUR LE BUDGET
ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

01 GENERALITES SUR LE BUDGET ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Cette partie définit des notions de base permettant une meilleure compréhension du budget par le citoyen et présente les fondements juridiques qui sous-tendent l'élaboration du budget citoyen. En outre, elle présente les grandes étapes du processus d'élaboration du budget et les nouvelles dispositions fiscales définies dans la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2020.



I- QUELQUES NOTIONS DE BASE

Arbitrage budgétaire

Mécanisme à travers lequel les ressources budgétaires sont réparties entre les différents ministères et institutions en tenant compte de la capacité financière et des priorités de l'Etat.

Budget de l'Etat

Partie chiffrée de la loi de finances, c'est-à-dire l'ensemble des comptes qui décrivent pour une année civile, les ressources et les charges de l'Etat.

Il est important de souligner que le budget de l'Etat n'est pas de l'argent disponible pouvant être immédiatement utilisé pour couvrir les dépenses. En effet, les recouvrements de recettes se font durant toute l'année budgétaire et les dépenses sont exécutées en tenant compte du niveau de la trésorerie.

Cadrage budgétaire

Processus consistant à dégager les prévisions de ressources globales et à les allouer à la réalisation des objectifs de développement définis par les référentiels nationaux de développement économique et social (programme présidentiel, Plan national de développement économique et social (PNDES)). Il est effectué chaque année et couvre une période de trois (03) ans.

Charge financière de la dette

Ensemble de dépenses de l'Etat consacrées au paiement des intérêts et autres charges liées à la dette.

Choix stratégiques budgétaires

Mesures prises par le Gouvernement en vue d'assurer un bon niveau de mobilisation des ressources et une exécution efficace de la dépense publique.

Critères de convergence

Indicateurs économiques assortis de normes que les Etats membres de l'UEMOA doivent respecter dans l'élaboration et la conduite des politiques de développement pour l'atteinte des objectifs de l'Union. Il existe deux (02) types de critères : les critères de premier rang dont le respect est obligatoire et ceux de second rang constituant des repères structurels indicatifs.

Dépenses en atténuation des recettes

Dépenses destinées au remboursement des recettes indument perçues par l'Etat.

Don programme

Aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers et non affectée préalablement à un projet de développement.

Don projet

Aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers octroyée à un Etat pour la mise en œuvre d'un projet de développement préalablement défini.

Encours de la dette

Montant total de la dette restant à rembourser par l'Etat à une date donnée.

Epargne budgétaire

Différence positive due au fait que les recettes ordinaires sont supérieures aux dépenses ordinaires. Elle traduit la capacité de l'Etat à financer ses investissements après couverture de ses dépenses ordinaires.

Impôt

Prélèvement obligatoire effectué par la puissance publique (l'Etat et les collectivités territoriales) sur les ressources des personnes vivant sur le territoire ou y possédant des intérêts, sans contrepartie déterminée, en vue de faire face aux charges de l'Etat.

Inflation

Augmentation du niveau général des prix pour les biens et services. Lorsqu'il y a inflation, le pouvoir d'achat diminue.

Loi de finances

Loi qui détermine pour une année budgétaire, la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat. Elle autorise la perception des recettes et l'exécution des dépenses de l'Etat pour ladite année. Au Burkina Faso, l'année budgétaire coïncide avec l'année civile (1^{er} janvier au 31 décembre).

Loi de finances initiale (LFI)

Première loi de finances votée par l'Assemblée nationale au titre d'une année.

01 GENERALITES SUR LE BUDGET ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Loi de finances rectificative (LFR)

Loi de finances qui modifie en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale.

Loi de règlement

Loi qui intervient après la clôture de l'exécution du budget et arrête le montant définitif des recettes et des dépenses ainsi que les résultats budgétaires (déficit ou excédent) qui en découlent.

Masse salariale/recette fiscale

Rapport entre la masse salariale et les recettes fiscales. Il traduit la part des recettes fiscales consacrée au paiement des salaires des agents publics. Il constitue un des critères de convergence de second rang.

Produit intérieur brut

Valeur de tous les biens et services produits dans le pays au cours d'une année.

Redevance

Prélèvement obligatoire à l'occasion d'une opération de service public. Elle est la contrepartie monétaire d'un service rendu.

Solde budgétaire global

Différence entre les recettes totales et les dépenses totales du budget de l'Etat. Lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes de l'année, on parle de «**déficit budgétaire**».

Si les dépenses sont inférieures aux recettes de l'année, on parle d'«**excédent budgétaire**». En cas d'égalité entre les dépenses et les recettes, on parle d'«**équilibre budgétaire**».

Taux de pression fiscale

Rapport entre les recettes fiscales et le PIB d'un pays. Il mesure le poids des impôts dans l'économie. Il constitue un des critères de convergence de second rang.

Transfert courant

Aide financière de l'Etat octroyée à des structures dotées d'une autonomie de gestion (Société d'Etat, Etablissement Public de l'Etat, Collectivité Territoriale, partenaires sociaux, partis politiques, etc.) pour la mise en œuvre de leurs actions. Il prend également en compte la contribution de l'Etat aux organismes internationaux dont le Burkina Faso est membre.

Transfert en capital

Dépense composée de subvention publique versée à une structure pour compléter le financement de ses investissements (entreprise en difficulté) et de montant destiné à l'acquisition d'actifs.



II- FONDEMENTS JURIDIQUES DE L'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN

Le tableau ci-dessous présente les principaux textes juridiques qui encadrent l'élaboration du budget citoyen au plan international, communautaire et national.



Au plan international

- Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ;
- Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques du Fonds Monétaire International (FMI), 2007.



Au plan communautaire

- Directive N°01/2009/CM / UEMOA du 27 mars 2009 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA ;
- Directive N°06/2009/CM/ UEMOA du 26 juin 2009 portant lois de finances au sein de l'UEMOA.



Au plan national

- Constitution du 02 juin 1991 ;
- Loi N° 008-2013 /AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso ;
- Loi organique N° 073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances.

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale



III- GRANDES ETAPES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Le budget de l'Etat est élaboré conformément à un calendrier budgétaire annuel prévu à cet effet. Le processus d'élaboration du budget de l'année à venir démarre dès le mois de janvier de l'année en cours avec la définition des priorités et des choix stratégiques. Il s'étend jusqu'au mois de décembre avec la promulgation de la loi de finances en passant par les différentes étapes de l'arbitrage budgétaire aussi bien au niveau du Gouvernement que de l'Assemblée Nationale.

01 GENERALITES SUR LE BUDGET ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES



1

CADRAGE BUDGETAIRE

JANVIER - JUIN

Priorités et choix stratégiques budgétaires

Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses)

Elaboration et notification de la circulaire budgétaire

Elaboration des documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)



4

PROMULGATION

DECEMBRE

Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso



2

ARBITRAGE

JUIN - SEPTEMBRE

Examen technique des DPPD

Adoption de l'avant-projet de loi de finances



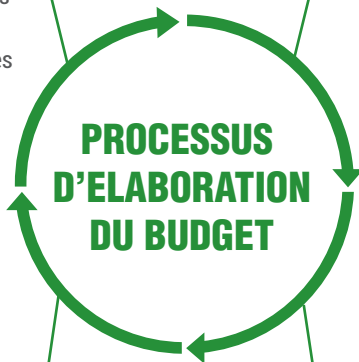
3

VOTE

SEPTEMBRE - DECEMBRE

Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale

Vote de la loi de finances par le Parlement



IV- NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Au titre de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2020, les nouvelles mesures fiscales proposées visent

- i. l'amélioration du rendement de l'impôt,
- ii. certaines faveurs fiscales,
- iii. la promotion des télé-procédures et
- iv. des ajustements techniques.

1. Mesures d'amélioration du rendement de l'impôt

> a. Augmentation du taux de la taxe sur les tabacs, cigares, cigarettes et cigarillos (article 365 du Code général des impôts (CGI))

Afin de rendre notre dispositif de taxation des tabacs conforme à la directive N°01/2017/CM/UEMOA du 22 décembre 2017, le taux de la taxe est relevé de 45% à 50%. Cette mesure permettra de renforcer la lutte contre le tabagisme qui crée un problème de santé publique et d'améliorer le rendement de l'impôt.

Cette mesure permettrait un accroissement de la taxe sur le tabac de 7 milliards de FCFA.

> b. Elargissement du champ des personnes redevables de la retenue à la source d'impôts sur les sommes versées aux prestataires résidents et non-résidents (articles 206.2 et 213 du CGI)

Il est institué l'élargissement du champ des personnes ayant l'obligation d'opérer la retenue à la source d'impôts sur les sommes versées à des prestataires résidents et non-résidents aux représentations diplomatiques et consulaires ainsi qu'aux organismes internationaux et assimilés.

Cette mesure permettrait un accroissement de recettes de 100 millions de FCFA.

> c. Elargissement du champ des personnes redevables de la taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication aux entreprises effectuant le transfert d'argent par téléphone mobile (articles 351 et 353 du CGI)

Il est institué l'élargissement du champ de la taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication aux entreprises effectuant le transfert d'argent par téléphone mobile.

Par ailleurs, le taux de taxation passe de 5% à 7% du chiffre d'affaires annuel hors taxes des dites entreprises. Cette mesure permet d'améliorer le rendement de la taxe. Les recettes attendues sont estimées à 990 millions de FCFA.

2. Mesures de faveurs fiscales

> a. Fixation d'un minimum forfaitaire de perception au profit des gérants de station-service et des entreprises exerçant à titre exclusif l'activité de distributeur agréé de recharge téléphonique prépayée (article 24 du CGI)

La loi de finances 2020 modifie l'article 24 du CGI en vue de faire payer les gérants de station-service

01 GENERALITES SUR LE BUDGET ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

et les distributeurs agréés de recharges téléphoniques prépayées, quel que soit leur chiffre d'affaires, le Minimum Forfaitaire de Perception (minimum d'impôt sur les bénéficiaires à payer même en cas de déficits) à savoir 300 000 FCFA ou 1 000 000 FCFA selon qu'ils relèvent du Régime réel simplifié d'imposition (RSI) ou du Régime réel normal d'imposition (RNI).

> **b. Exonération des opérations de transport routier de personnes et de marchandises de la TVA exception faite de l'option prévue (articles 301 et 307 du CGI)**

Le transport étant un produit de grande consommation et pour éviter qu'une taxation suivant les dispositions du CGI ne viennent renchérir les prix du transport, il est donc institué une réforme du système de taxation du secteur de transport en admettant l'exonération des opérations de transport routier de personnes et de marchandises de la TVA. Les entreprises de transport relevant du régime du réel normal d'imposition pourront soumettre sur option ces opérations à la TVA.

> **c. Exonération de l'importation et de la vente des stickers de la TVA, des droits et taxes de douanes (article 308 du CGI)**

Prenant en compte l'importance de la facture normalisée dans la lutte contre la fraude fiscale et la nécessité d'accroître le taux d'adhésion au dispositif, il est suggéré, à l'instar des timbres fiscaux, d'exonérer l'importation et la vente de stickers de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits de douane.

Cette exonération devrait permettre d'offrir aux contribuables (RNI, RSI et CME) des stickers et des carnets de factures pré-imprimés à des prix abordables.

> **d. Exonération des successions des victimes des attaques terroristes des droits d'enregistrement (article 481 du CGI)**

Il est institué l'exonération des successions (au profit des héritiers) des victimes des attaques terroristes (tout citoyen) des droits d'enregistrement.

> **e. Institution de la mesure du forfait, au profit des personnes physiques, au titre des droits d'enregistrement des mutations volontaires de propriété de biens immeubles à usage d'habitation et autorisation des mutations hors délai de mise en valeur**

Le forfait et l'autorisation des mutations des terrains nus à usage

d'habitation hors délai de mise en valeur ont été institués pour la première fois en 2016 puis reconduits en 2017 au profit des personnes physiques afin de permettre aux personnes à revenus modestes d'effectuer plus aisément leurs opérations de mutation et de régulariser leur situation.

Au regard de l'intérêt manifesté par la population pour cette mesure et des recettes engrangées depuis son entrée en vigueur, cette mesure a été reconduite en 2020.

Les forfaits des mutations de propriété de biens immeubles à usage d'habitation dont la valeur n'excède pas **20 millions de FCFA** sont présentés par localité dans le tableau ci-dessous.

Le tableau ci-dessous présente les tarifs forfaitaires par localité.

Tableau 1 Tarifs forfaitaires par localité

LOCALITE	TERRAINS NUS	TERRAINS BÂTIS
OUAGADOUGOU	500 000	800 000
BOBO-DIOULASSO	300 000	400 000
Chefs-lieux de régions <i>(autre que Ouaga et Bobo)</i>	200 000	250 000
Autres communes	150 000	200 000

Les personnes éligibles aux forfaits ci-dessus, restent soumises au taux de droit commun (8% de la valeur) lorsqu'il résulte de la liquidation, un droit inférieur au forfait sus indiqué.

Lorsque la valeur du bien immeuble, objet de la mutation excède 20 millions de FCFA, le surplus est soumis au taux de droit commun.

> f. Rehaussement de la limite de l'exonération des indemnités de logement, de fonction et de transport au titre de l'impôt unique sur les traitements et salaires (article 106 du CGI)

Cette mesure vise un allègement de la charge fiscale des salariés à travers le rehaussement de la limite de l'exonération de l'indemnité de logement de 50 000 FCFA à 75 000 FCFA, de l'indemnité de fonction de 30 000 FCFA à 50 000 FCFA et de l'indemnité de transport de 20 000 FCFA à 30 000 FCFA.

> g. Élargissement du champ de l'exonération de la taxe sur les véhicules à moteur (articles 295-3 et 295-5 du CGI)

Élargissement du champ de l'exonération de la taxe sur les véhicules à moteur appartenant aux établissements publics, aux projets et programmes,

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

01 GENERALITES SUR LE BUDGET ET NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

aux organisations non gouvernementales et associations ayant signé une convention d'établissement avec l'Etat. Au regard du statut et des missions de ces structures, il est indiqué de les exempter du paiement de la taxe.

3. Mesures visant la promotion des télé-procédures (déclarations et paiements électroniques des impôts)

> a. Institution de l'obligation pour les contribuables relevant de la Direction des grandes entreprises de procéder aux paiements de leurs impôts et taxes par procédés électroniques (article 561.1 du CGI)

Dans le cadre de la politique de promotion des télé-procédures, il est rendu obligatoire le paiement par procédé électronique pour les contribuables relevant de la Direction des Grandes Entreprises (DGE). En effet, depuis le 1^{er} janvier 2019, la souscription des déclarations fiscales par procédés électroniques est obligatoire pour les contribuables relevant de la DGE. Toutefois, les moyens de paiement (numéraires, mandat poste, chèques bancaires ou postaux, virements bancaires, ou procédés électroniques) étaient laissés à leur choix.

> b. Elargissement de l'obligation de souscription des déclarations fiscales par procédés électroniques aux contribuables relevant des Directions des moyennes entreprises

Dans le cadre de la généralisation progressive des télé-procédures, il est rendu obligatoire la souscription des déclarations fiscales par procédés électroniques pour les contribuables relevant des Directions des moyennes entreprises.

4. Mesures d'ajustement technique de certaines dispositions fiscales

Des mesures d'ajustement technique ont été introduites afin de rendre plus lisible et applicable certaines dispositions. Certains ajustements techniques sont justifiés par la rentabilité de l'impôt et la nécessité de conformer notre dispositif fiscal aux réglementations communautaires (UEMOA et CEDEAO) et aux recommandations des partenaires techniques et financiers.

NB

Pour le détail des mesures, se référer aux dispositions de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2020.



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

02

**CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET
PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

I- CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Le contexte économique et social dans lequel s'est élaboré le budget de l'Etat, exercice 2020 a été marqué :

AU PLAN INTERNATIONAL ET REGIONAL

Une hausse de la croissance économique qui passerait de 3,0% en 2019 à 3,4% en 2020 et caractérisée par :

- une stagnation de l'activité économique dans les pays avancés (1,7% en 2019 comme en 2020) ;
- une accélération de l'activité économique dans les pays émergents et les pays en développement (3,9% en 2019 et 4,6% en 2020) ;
- une hausse de la croissance dans les pays d'Afrique sub-saharienne (3,2% en 2019 et 3,6% en 2020) ;
- une hausse du prix de l'once d'or ;
- une baisse du cours du baril de pétrole ;
- une hausse du prix mondial du coton fibre ;
- des attaques terroristes dans le sahel.

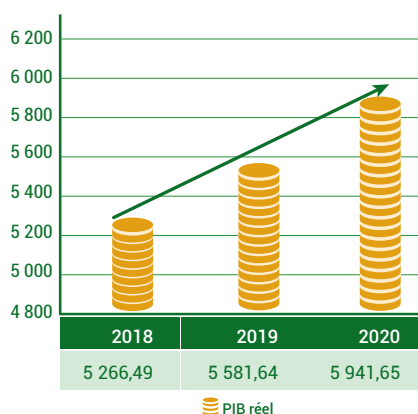
AU PLAN NATIONAL

- une croissance de la production céréalière de 4,8% ;
- une croissance de la production cotonnière de 14,8% ;
- une augmentation de la production nationale d'or de 21,7% ;
- une hausse des exportations et des importations respectivement de 12,8% et 3,6%, traduisant une amélioration du solde de la balance commerciale ;
- les effets des attaques terroristes récurrentes.

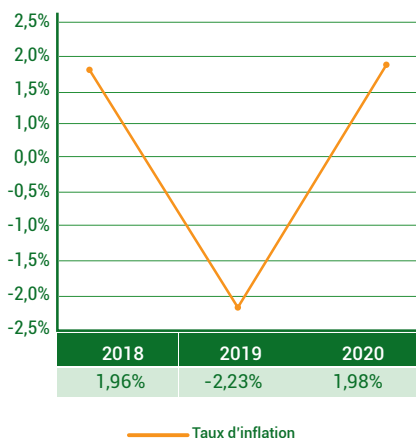
II- HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

L'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2020 s'est basée sur des hypothèses portant sur l'évolution du Produit intérieur brut (PIB), des cours de certaines matières premières, du taux d'inflation, du taux de change du dollar US ainsi que de la production nationale de céréales.

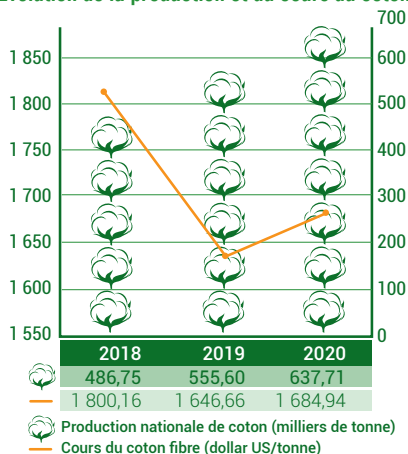
Evolution du PIB réel (en milliard de FCFA)



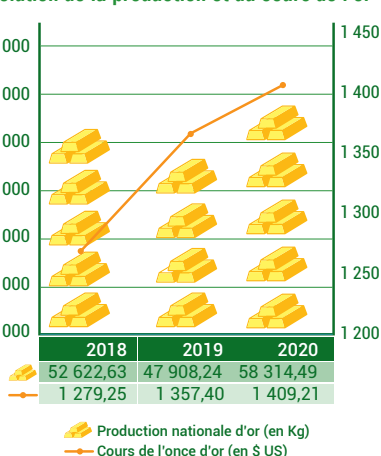
Evolution du Taux d'inflation (%)



Evolution de la production et du cours du coton



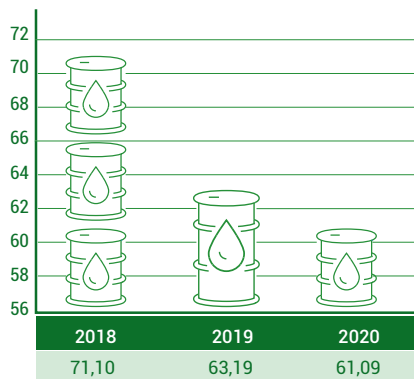
Evolution de la production et du cours de l'or



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

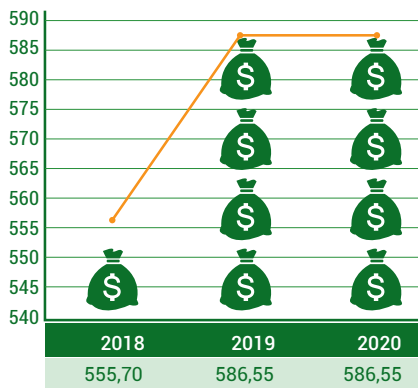
02 CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Evolution du cours du baril de pétrole (\$ US)



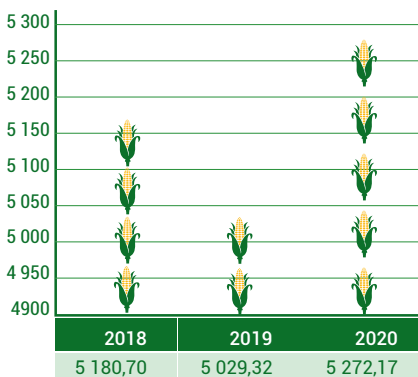
Cours international du baril de pétrole (en \$ US)

Evolution du cours du dollar US (en FCFA)



Cours du dollar US (en F CFA)

Evolution de la production nationale de céréales (milliers de tonnes)



Production nationale de céréales (en milliers de tonnes)

III- PRIORITES RETENUES POUR L'ANNEE 2020

Pour l'année 2020, les priorités retenues reposent sur les axes stratégiques du PNDES et les défis liés au contexte économique et social actuel.

Ces priorités se déclinent à cet effet comme suit :

- ➔ le renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale ;
- ➔ la promotion d'une bonne gouvernance ;

- ➔ le développement du capital humain ;
- ➔ la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie.

Ainsi, les prévisions budgétaires des projets d'investissements estimées à 866,20 milliards FCFA se répartissent comme suit par axe du PNDES :



Plan National de Développement Économique et Social

AXE 1



Réforme des institutions et modernisation de l'administration

22,84%

197,85 milliards FCFA

AXE 2



Développement du capital humain

26,65%

230,86 milliards FCFA

AXE 3



Dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi

50,50%

437,45 milliards FCFA





BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

03

**PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT,
EXERCICE 2020**

BUDGET CITOYEN

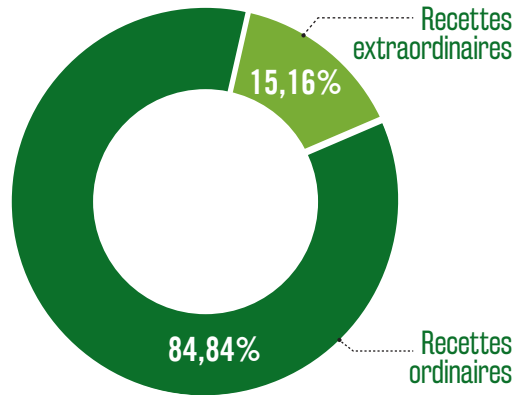
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

I- RECETTES

De quoi sont constituées les recettes du budget de l'Etat, exercice 2020 ?

Les recettes de l'Etat sont constituées à **84,84% de recettes ordinaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales, recettes exceptionnelles, etc.), soit **1 894,78 milliards FCFA** et à **15,16% de recettes extraordinaires** (dons projets et dons programmes), soit **338,54 milliards FCFA**.

Répartition des prévisions de recettes budgétaires 2020 par source

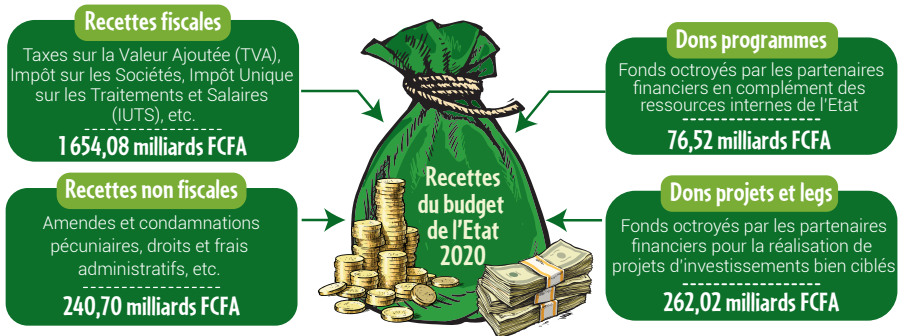


D'où proviendront les recettes du budget de l'Etat, exercice 2020 ?

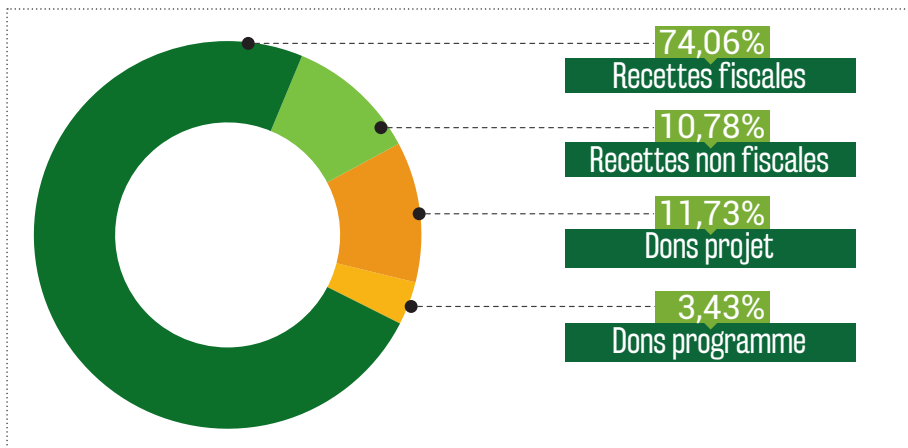
Recettes du Budget de l'Etat en 2019 (LFR) 2 107,94 milliards FCFA

+5,95%

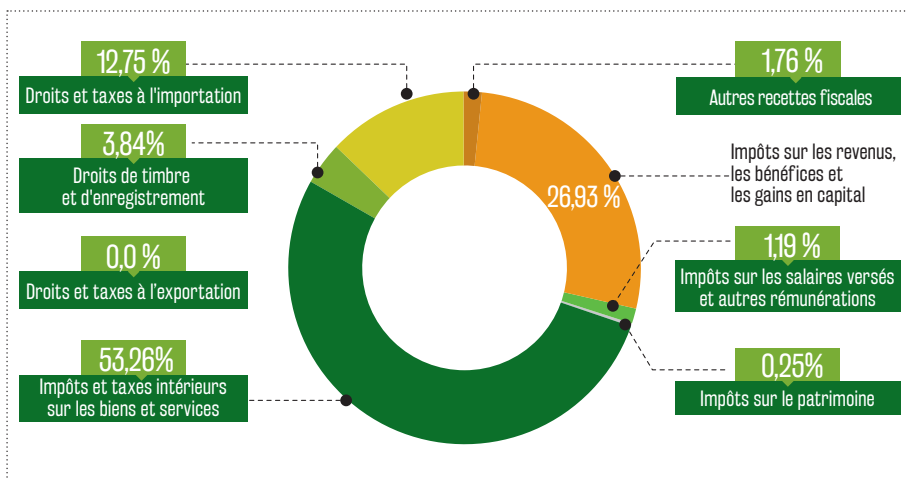
Recettes du Budget de l'Etat en 2020 2 233,32 milliards FCFA



Répartition des prévisions de recettes du budget 2020 par nature



Répartition des recettes fiscales 2020 par type d'impôts



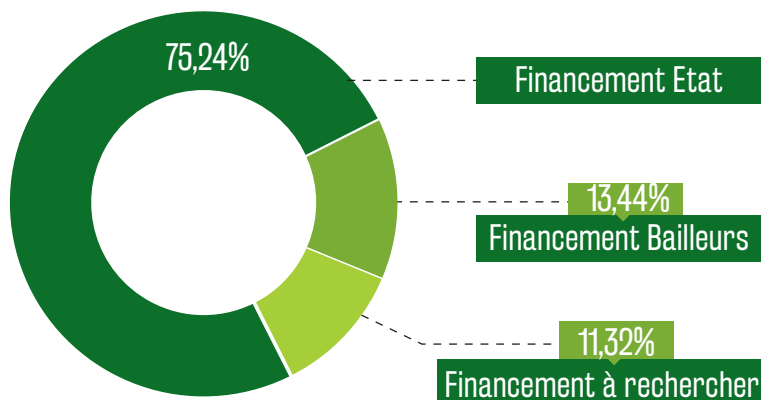
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

II- LES DEPENSES

Comment seront financées les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2020 ?

Les dépenses du budget de l'Etat (2 518,46 milliards FCFA) seront financées à hauteur de 75,24% (1 894,78 milliards FCFA) par les recettes ordinaires et de 13,44% (338,54 milliards FCFA) par les recettes extraordinaires. Le reliquat de 11,32% (285,14 milliards FCFA) représente le financement à rechercher.

Répartition du financement des dépenses du budget 2020



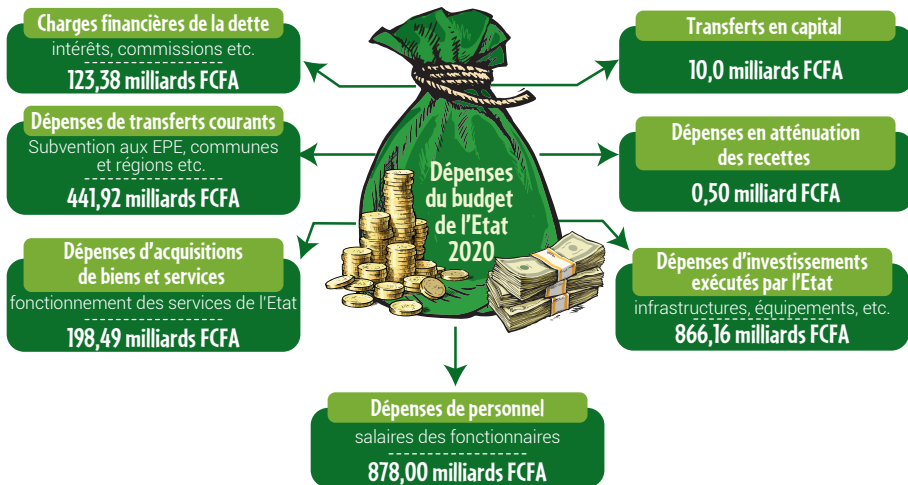
A quoi serviront les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2020 ?

Les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2020 serviront essentiellement à réaliser des infrastructures, à payer les salaires des agents publics de l'Etat, à soutenir les Etablissements Publics de l'Etat (EPE), les communes et les régions, à prendre en charge le fonctionnement des services de l'Etat et à payer les intérêts de la dette de l'Etat.

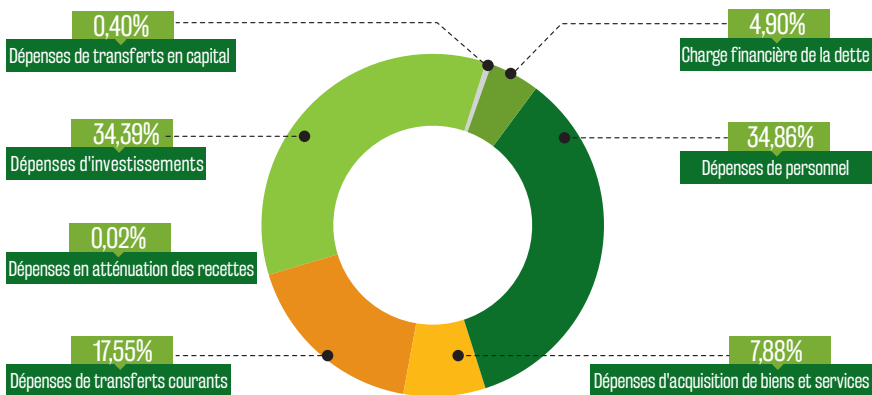
Dépenses totales de l'année 2019 (LFR) 2 366,67 milliards FCFA

+6,41%

Dépenses totales de l'année 2020 2 518,46 milliards FCFA



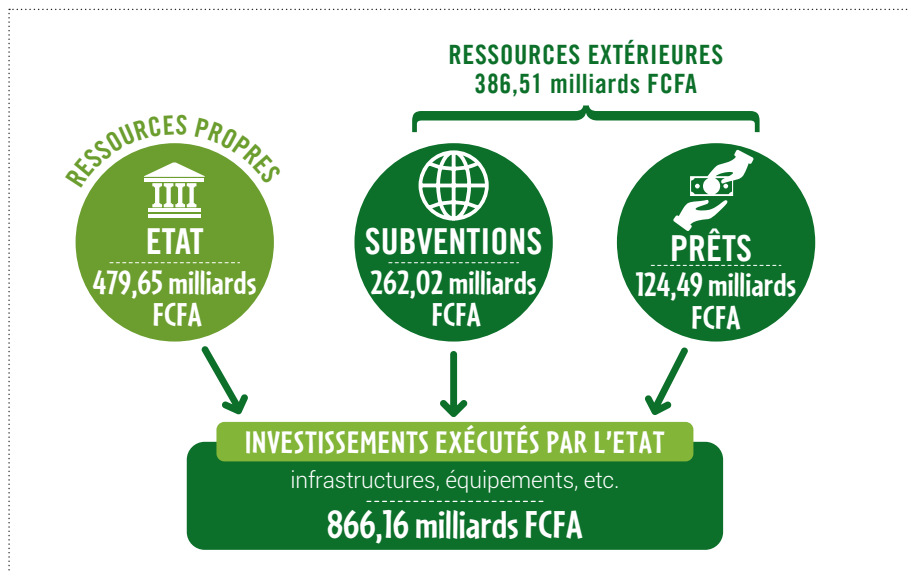
Répartition des prévisions de dépenses du budget 2020 par nature



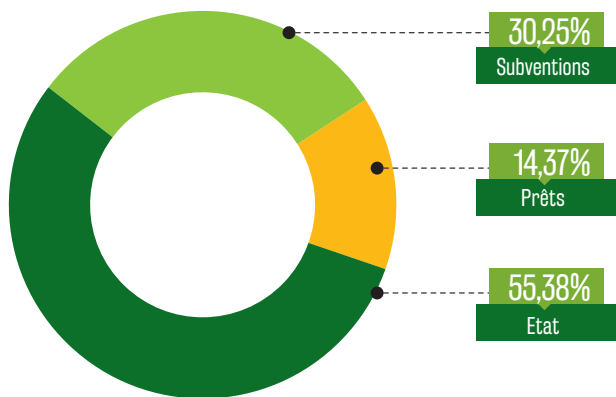
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

03 PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Comment seront financés les investissements exécutés par l'Etat en 2020 ?



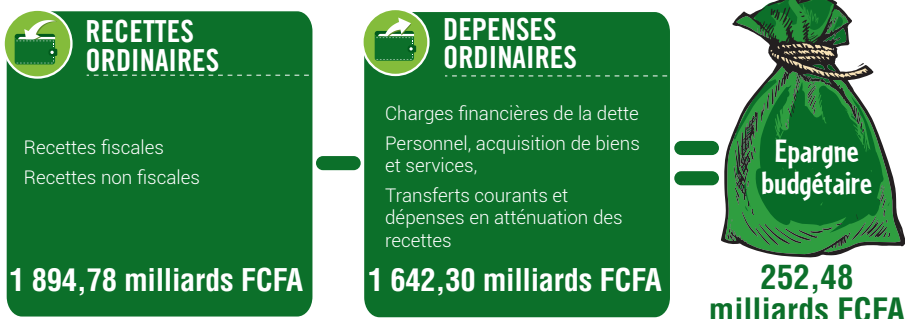
Répartition des prévisions de dépenses d'investissements 2020 par mode de financement



III- AGREGATS BUDGETAIRES

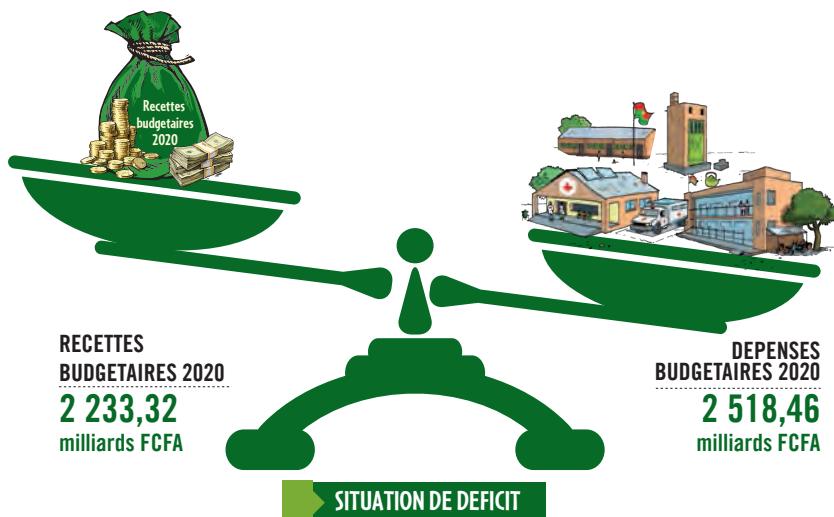
1. Epargne budgétaire

Les prévisions de recettes et de dépenses pour 2020 permettent de dégager une **épargne budgétaire** de **252,48 milliards FCFA**. Cette épargne servira à financer une partie des investissements de l'Etat.



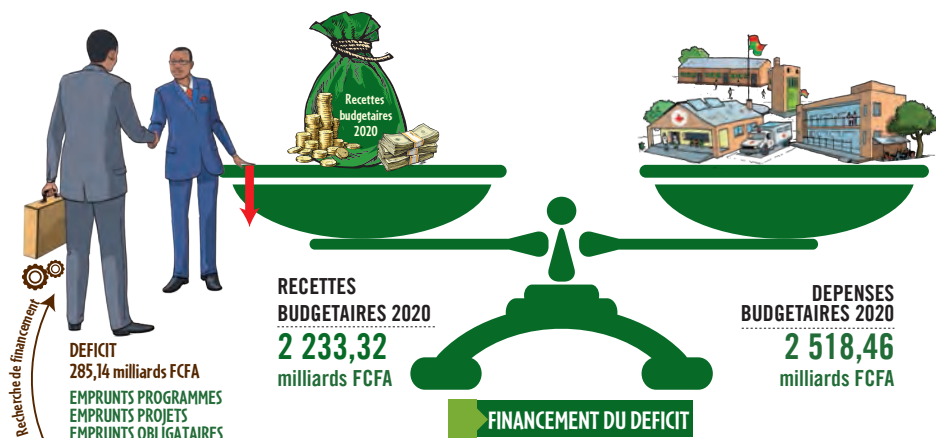
2- Déficit budgétaire et sources de financement

Les prévisions du budget de l'Etat, exercice 2020 dégagent un **déficit** de **285,14 milliards FCFA**. Ce déficit serait couvert par les emprunts programmes, les emprunts projets et les emprunts obligataires.



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

03 PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020



3-Situation des critères de convergence de l'UEMOA

Pour le budget de l'Etat, exercice 2020, le Burkina Faso respecterait les critères de premier rang. Quant aux critères de second rang, bien qu'étant en amélioration, ils ne seraient pas respectés.

Tableau 2 Evolution des critères de convergence de l'UEMOA

INDICATEURS	Normes	Réalisations	Estimations	Projections
		2018 (%)	2019 (%)	2020 (%)
Critères de premier rang				
Solde global base engagement, dons compris, sur le PIB nominal	≥ -3%	-4,9	-3,0	-3,0
Taux d'inflation annuel moyen	≤ 3%	2,0	-2,2	2,0
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal	≤ 70%	42,9	43,7	42,1
Critères de second rang				
Ratio masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	52,1	56,4	53,1
Taux de pression fiscale	≥ 20%	17,3	17,7	18,2

Source : DGEF/MINEFID, décembre 2019



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

04

**INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS
AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Cette partie, en plus des inscriptions spécifiques pour l'année 2020, présente certains indicateurs clés et quelques réalisations au titre de l'année 2018 et au 30 juin de l'année 2019 dans certains secteurs prioritaires à savoir :

- i. la sécurité et la défense,
- ii. la santé,
- iii. l'éducation nationale et l'alphabétisation,
- iv. l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et l'innovation,
- v. l'eau potable et l'assainissement,
- vi. l'agriculture et les aménagements hydro agricoles,
- vii. les infrastructures et
- viii. l'emploi et la formation professionnelle.

Tableau 3 Evolution des dotations budgétaires des secteurs prioritaires

SECTEURS PRIORITAIRES	DOTATIONS (EN FCFA)		VARIATION	
	2019	2020	Montant (en FCFA)	Taux (en%)
Sécurité et défense	331 697 814 000	344 203 113 000	12 505 299 000	3,77
Santé	246 520 608 000	343 459 589 000	96 938 981 000	39,32
Education nationale et alphabétisation	449 789 849 000	482 199 832 000	32 409 983 000	7,21
Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation	97 502 387 000	100 771 927 000	3 269 540 000	3,35
Eau potable et assainissement	46 062 257 000	55 933 179 000	9 870 922 000	21,43
Agriculture et aménagements hydro agricoles	101 373 826 000	113 913 879 000	12 540 053 000	12,37
Infrastructures	177 400 517 000	121 803 989 000	- 55 596 528 000	-31,34
Emploi et formation professionnelle	11 701 139 000	14 170 182 000	2 469 043 000	21,10

Source : DGB/MINEFID, décembre 2019

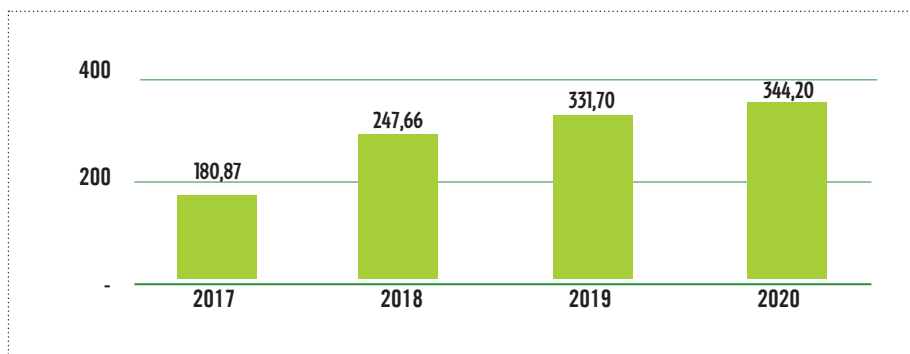
SECURITE ET DEFENSE



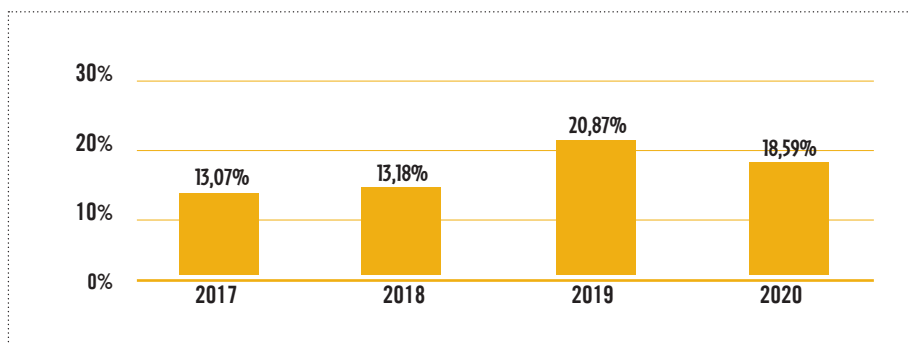
04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Au regard de la persistance des attaques terroristes, un montant de **344,20 milliards FCFA** est consacré en 2020 aux domaines de la défense et de la sécurité. Ce montant est en hausse de **3,77%** par rapport aux dotations définitives de l'exercice budgétaire 2019.

Evolution des dotations budgétaires liées à la sécurité et défense



Evolution de la part du budget de l'Etat allouée à la sécurité et défense



SANTE



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

INDICATEURS

Tableau 4 Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2017	2018	2019	2020
1	Pourcentage de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire (FS)	57,9	59,2	62,0	65,0
2	Ratio population/médecin	14 404	12 000	13 500	12 500
3	Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes minimales en personnel	91,0	84,8	98,0	96,0
4	Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes en infrastructures	ND	90,0	85,0	90,0
5	Rayon moyen d'action théorique (en Km)	6,5	6,4	5,9	5,0

Source : DGESS/MS, décembre 2019

Réalisation 2018 et 2019 (au 30 juin) et prévisions 2020

Tableau 5 Réalisations physiques (nombre) des dispensaires par région en 2018 et 2019

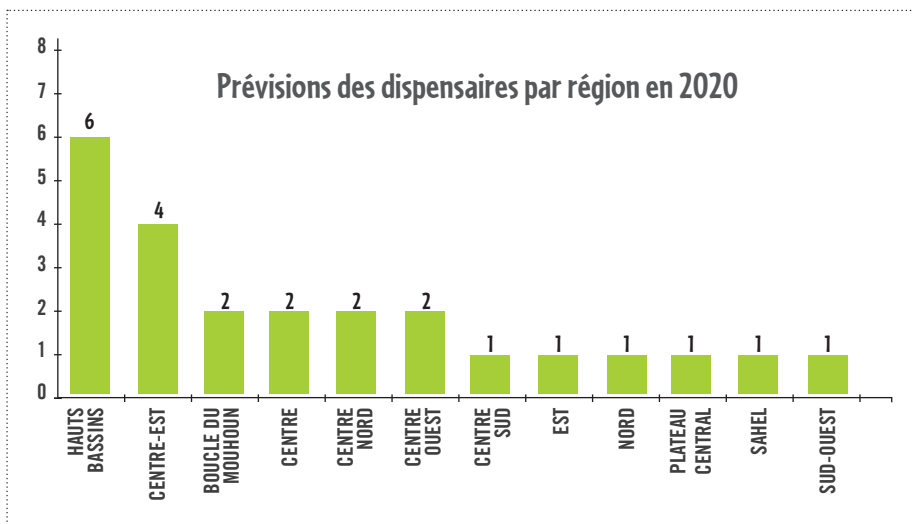
Régions	Réalizations 2018	2019	
		Prévisions	Réalizations (30 novembre)
Boucle du Mouhoun	3	4	1
Cascades	0	1	1
Centre	0	1	0
Centre-Est	0	2	2
Centre-Nord	0	2	0
Centre-Ouest	3	0	-
Centre-Sud	2	0	-
Est	0	3	0
Hauts-Bassins	1	1	0
Nord	0	4	0
Plateau Central	0	1	0
Sahel	0	5	2
Sud-Ouest	0	1	1
Total	9	25	7

Source : DGESS/MS, décembre 2019

Tableau 6 Prévisions des dispensaires par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	49 314 784
Centre	2	49 314 784
Centre-Est	4	98 629 568
Centre-Nord	2	49 314 784
Centre-Ouest	2	49 314 784
Centre-Sud	1	24 657 392
Est	1	24 657 392
Hauts-Bassins	6	147 944 352
Nord	1	24 657 392
Plateau Central	1	24 657 392
Sahel	1	24 657 392
Sud-Ouest	1	24 657 392
Total	24	591 777 408

Source : DGESS/MS, décembre 2019



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 7 Réalisations physiques (nombre) des Dépôts de Médicaments Essentiels Génériques (DMEG) par région en 2018 et 2019

Régions	Réalisations 2018	2019	
		Prévisions	Réalisations (30 novembre)
Boucle du Mouhoun	3	3	1
Cascades	0	1	1
Centre-Est	2	2	2
Centre-Nord	3	2	0
Centre-Ouest	4	5	0
Centre-Sud	3	1	0
Est	4	3	0
Hauts-Bassins	3	0	-
Nord	4	2	0
Plateau Central	1	2	0
Sahel	20	2	2
Sud-Ouest	0	4	1
Total	47	27	7

Source : DGESS/MS, décembre 2019

Tableau 8 Prévisions des dépôts MEG par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	4	30 628 452
Cascades	1	7 657 113
Centre	1	7 657 113
Centre-Est	2	15 314 226
Centre-Nord	2	15 314 226
Centre-Ouest	2	15 314 226
Centre-Sud	2	15 314 226
Est	1	7 657 113
Hauts-Bassins	6	45 942 678
Nord	6	45 942 678
Plateau Central	1	7 657 113
Sahel	2	15 314 226
Sud-Ouest	1	7 657 113
Total	31	237 370 503

Source : DGESS/MS, décembre 2019

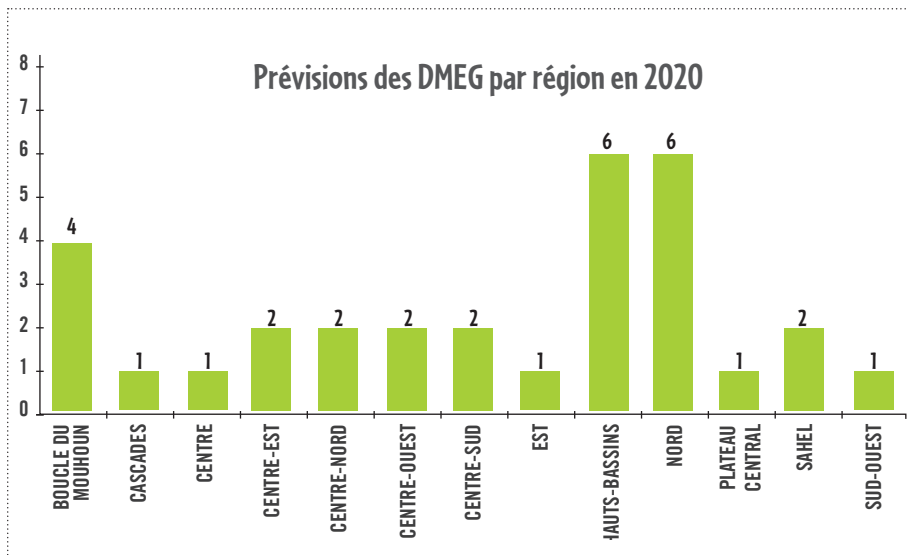


Tableau 9 Réalisations physiques (nombre) de maternités par région en 2018 et 2019

Régions	Réalizations 2018	2019	
		Prévisions	Réalizations (30 novembre)
Boucle du Mouhoun	7	3	1
Cascades	1	1	1
Centre	2	1	0
Centre-Est	6	3	2
Centre-Nord	1	0	-
Centre-Ouest	2	6	0
Centre-Sud	4	2	0
Est	1	8	0
Hauts-Bassins	3	2	0
Nord	2	4	0
Plateau Central	3	4	0
Sahel	4	6	2
Sud-Ouest	1	6	1
Total	37	46	7

Source : DGESS/MS, décembre 2019

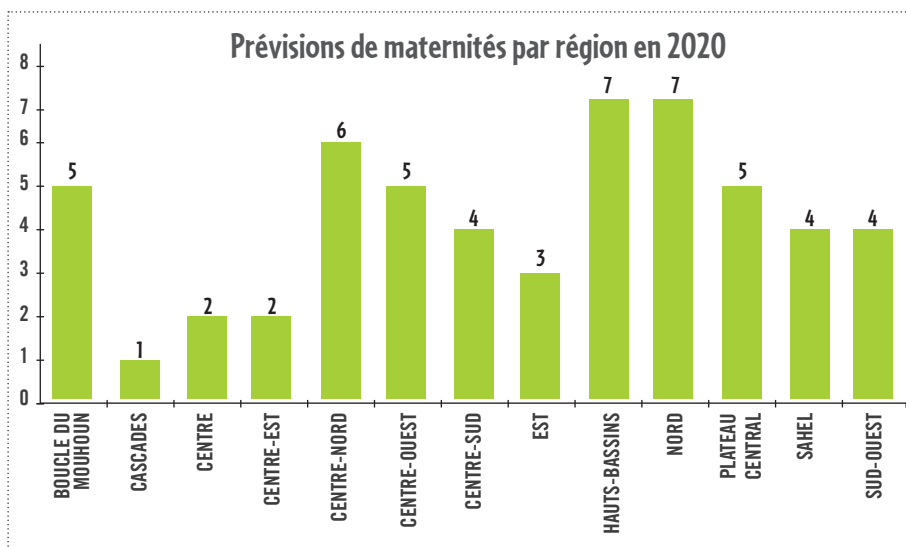
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 10 Prévisions de maternités par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	5	131 649 715
Cascades	1	26 329 943
Centre	2	52 659 886
Centre-Est	2	52 659 886
Centre-Nord	6	157 979 658
Centre-Ouest	5	131 649 715
Centre-Sud	4	105 319 772
Est	3	78 989 829
Hauts-Bassins	7	184 309 601
Nord	7	184 309 601
Plateau Central	5	131 649 715
Sahel	4	105 319 772
Sud-Ouest	4	105 319 772
Total	55	1 448 146 865

Source : DGESS/MS, décembre 2019



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

04

Tableau 11 Etat d'exécution des mesures de gratuité globale (mère et enfants) par région en 2018 et 2019

Régions	Réalizations 2018 (en FCFA)	2019	
		Prévisions (en FCFA)	Réalizations (30 novembre) (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2 152 777 936	2 184 405 715	829 762 842
Cascades	1 734 853 526	1 762 302 061	681 885 470
Centre	5 350 272 162	5 403 774 884	2 580 865 442
Centre-Est	2 746 971 650	2 784 541 367	963 453 959
Centre-Nord	2 555 279 887	2 601 032 686	1 124 559 924
Centre-Ouest	2 215 600 166	2 237 756 168	945 104 740
Centre-Sud	845 069 069	853 519 760	326 992 149
Est	2 979 169 116	3 019 060 807	1 166 615 348
Hauts-Bassins	3 748 710 670	3 791 247 777	1 566 728 083
Nord	2 203 560 572	2 225 596 177	925 732 421
Plateau Central	1 523 842 789	1 549 181 217	555 970 814
Sahel	1 735 451 014	1 753 220 629	682 598 917
Sud-Ouest	2 084 462 723	2 121 139 670	803 124 510
Total	31 876 021 280	32 286 778 917	13 153 394 619

Source : DGESS/MS, décembre 2019

Tableau 12 Prévisions des mesures de gratuité globale (mère et enfants) par région en 2020

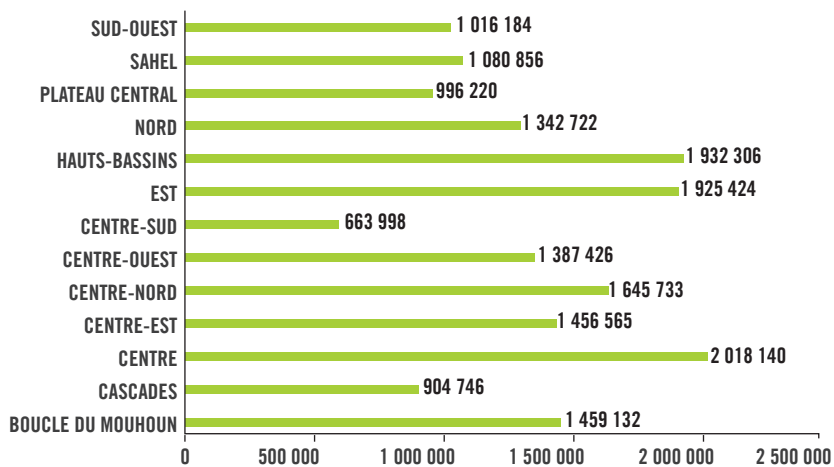
Régions	Prévisions 2020	
	Nombre d'actes médicaux	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	1 459 132	2 206 249 772
Cascades	904 746	1 779 925 082
Centre	2 018 140	5 457 812 632
Centre-Est	1 456 565	2 812 386 780
Centre-Nord	1 645 733	2 627 043 013
Centre-Ouest	1 387 426	2 260 133 730
Centre-Sud	663 998	862 054 957
Est	1 925 424	3 049 251 415
Hauts-Bassins	1 932 306	3 829 160 254
Nord	1 342 722	2 247 852 139
Plateau Central	996 220	1 564 673 029
Sahel	1 080 856	1 770 752 836
Sud-Ouest	1 016 184	2 142 351 067
Total	17 829 454	32 609 646 706

Source : DGESS/MS, décembre 2019

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Prévisions des mesures de gratuité globale (mère et enfants) par région en 2020



EDUCATION NATIONALE ET ALPHABETISATION



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

INDICATEURS

Tableau 13 Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2017	2018	2019	2020
1	Taux brut de scolarisation au primaire (en%)	88,5	90,7	93,1	95,5
2	Ratio élèves/classe au primaire	48,5	48,5	49,0	49,6
3	Nombre de salles de classe sous pailote au primaire résorbées	480,0	348,0	750,0	270,0
5	Taux brut de scolarisation au post-primaire (en%)	49,0	52,0	56,6	58,0

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019

Réalizations 2018 et 2019 (au 30 juin) et prévisions 2020

Tableau 14 Bénéficiaires des fournitures scolaires par région en 2018 et 2019

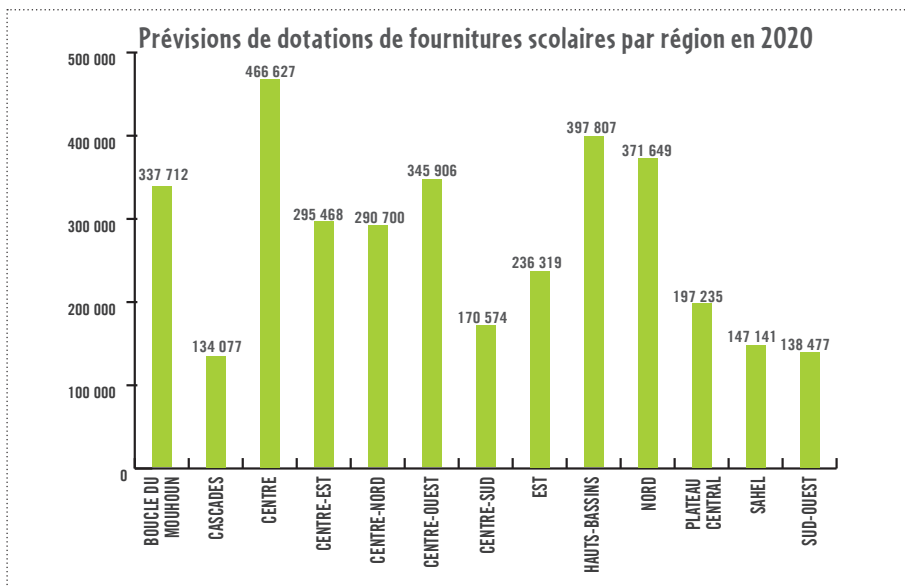
Régions	Réalizations 2018 (nombre d'élèves bénéficiaires)	2019	
		Prévisions (nombre d'élèves bénéficiaires)	Réalizations (30 juin) (nombre d'élèves bénéficiaires)
Boucle du Mouhoun	289 726	320 242	320 242
Cascades	111 778	127 143	127 143
Centre	178 762	465 129	465 129
Centre-Est	240 207	280 193	280 193
Centre-Nord	232 972	275 676	275 676
Centre-Ouest	306 922	327 680	327 680
Centre-Sud	153 171	161 756	161 756
Est	203 970	224 102	224 102
Hauts-Bassins	270 957	388 061	388 061
Nord	292 318	352 447	352 447
Plateau Central	159 207	187 043	187 043
Sahel	124 420	140 219	140 219
Sud-Ouest	121 531	131 307	131 307
Total	2 685 941	3 380 998	3 380 998

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019

Tableau 15 Prévisions de dotations de fournitures scolaires par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Effectifs d'élèves prévus	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	337 712	645 029 920
Cascades	134 077	256 087 070
Centre	466 627	891 257 570
Centre-Est	295 468	564 343 880
Centre-Nord	290 700	555 237 000
Centre-Ouest	345 906	660 680 460
Centre-Sud	170 574	325 796 340
Est	236 319	451 369 290
Hauts-Bassins	397 807	759 811 370
Nord	371 649	709 849 590
Plateau Central	197 235	376 718 850
Sahel	147 141	281 039 310
Sud-Ouest	138 477	264 491 070
Total	3 529 692	6 741 711 720

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 16 Réalisations physiques (nombre) de Collèges d'Enseignement Général (CEG) par région en 2018 et 2019

Régions	Réalisations 2018	2019	
		Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	6	1	0
Cascades	2	0	-
Centre	11	2	0
Centre-Est	4	1	0
Centre-Nord	8	1	0
Centre-Ouest	20	3	0
Centre-Sud	4	0	-
Est	1	0	-
Hauts-Bas-sins	2	0	-
Nord	4	0	-
Plateau Central	4	1	0
Sahel	4	0	-
Sud-Ouest	1	0	-
Total	71	9	0

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019

Tableau 17 Prévisions de CEG par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	120 000 000
Cascades	1	60 000 000
Centre-Est	1	60 000 000
Centre-Nord	1	60 000 000
Centre-Ouest	2	120 000 000
Centre-Sud	1	60 000 000
Est	2	120 000 000
Hauts-Bas-sins	2	120 000 000
Nord	2	120 000 000
Plateau Central	1	60 000 000
Sahel	1	60 000 000
Sud-Ouest	2	120 000 000
Total	18	1 080 000 000

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019

Prévisions de CEG par région en 2020

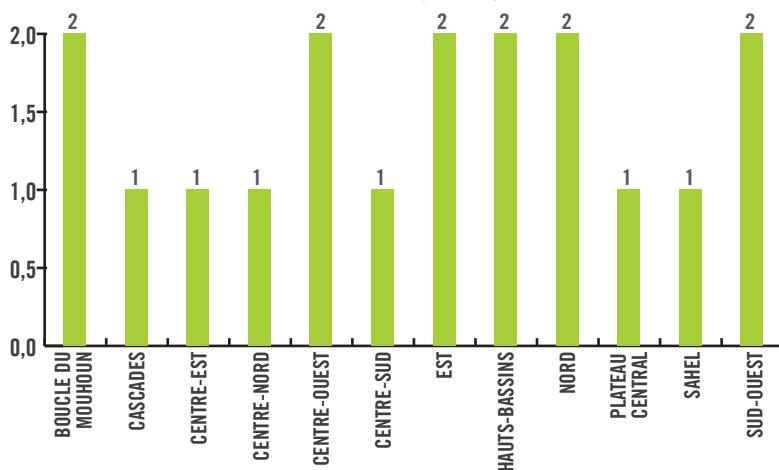


Tableau 18 Réalisations physiques (nombre) de blocs de 3 salles de classe par région en 2018 et 2019

Régions	Réalisations 2018	2019	
		Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	23	27	0
Cascades	4	8	1
Centre	8	4	0
Centre-Est	21	10	0
Centre-Nord	19	7	0
Centre-Ouest	21	34	0
Centre-Sud	14	8	0
Est	22	16	0
Hauts-Bassins	11	29	0
Nord	25	43	2
Plateau Central	14	29	0
Sahel	28	15	1
Sud-Ouest	21	12	0
Total	231	242	4

Source : DGEES/MENAPLN, décembre 2019

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 19 Prévisions de blocs de 3 salles de classe par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	13	455 000 000
Cascades	3	105 000 000
Centre	2	70 000 000
Centre-Est	11	385 000 000
Centre-Nord	8	280 000 000
Centre-Ouest	12	420 000 000
Centre-Sud	7	245 000 000
Est	9	315 000 000
Hauts-Bassins	7	245 000 000
Nord	11	385 000 000
Plateau Central	3	105 000 000
Sahel	8	280 000 000
Sud-Ouest	11	385 000 000
Total	105	3 675 000 000

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019

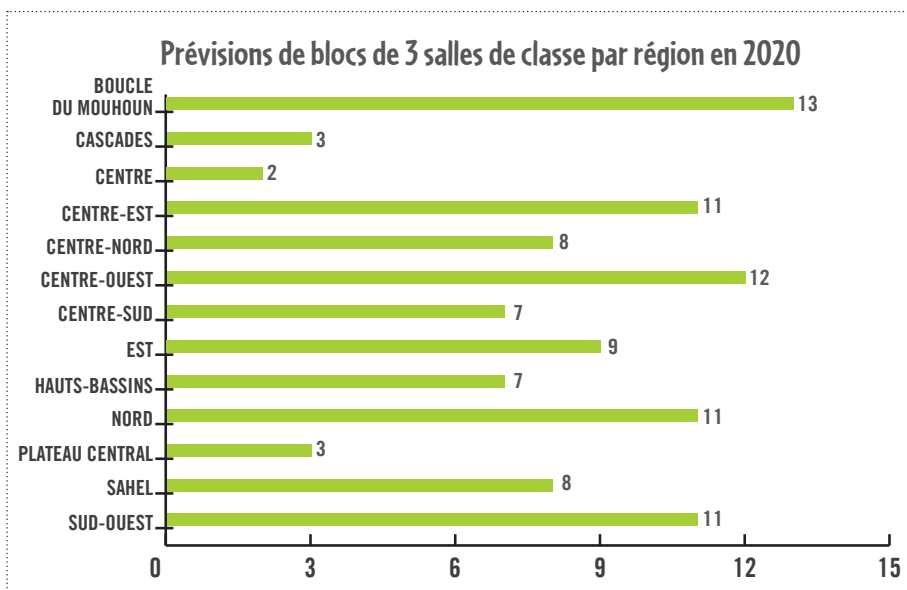


Tableau 20 Répartition des bénéficiaires des vivres (cantines scolaires) par région en 2018 et 2019

Régions	Réalizations 2018 (nombre d'élèves bénéficiaires)	2019 (nombre d'élèves bénéficiaires)	
		Prévisions	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	322 035	323 204	302 084
Cascades	124 818	128 929	128 929
Centre	516 014	508 202	508 202
Centre-Est	276 280	285 907	247 151
Centre-Nord	266 134	282 380	250 335
Centre-Ouest	333 537	331 372	312 055
Centre-Sud	164 688	163 226	137 139
Est	221 317	226 242	172 363
Hauts-Bassins	385 079	395 990	395 990
Nord	352 097	355 622	310 486
Plateau Central	184 641	190 568	170 050
Sahel	45 982	44 354	44 353
Sud-Ouest	128 907	132 941	124 919
Total	3 321 529	3 368 937	3 104 056

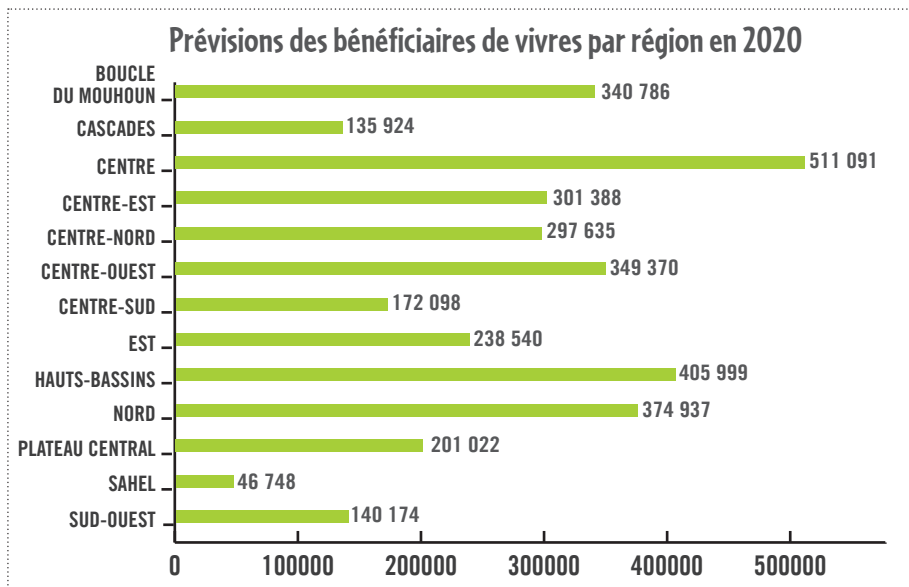
Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 21 Prévisions des vivres (cantines scolaires) par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Nombre d'élèves bénéficiaires	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	340 786	1 830 361 606
Cascades	135 924	730 047 804
Centre	511 091	2 745 069 761
Centre-Est	301 388	1 618 754 948
Centre-Nord	297 635	1 598 597 585
Centre-Ouest	349 370	1 876 466 270
Centre-Sud	172 098	924 338 358
Est	238 540	1 281 198 340
Hauts-Bassins	405 999	2 180 620 629
Nord	374 937	2 013 786 627
Plateau Central	201 022	1 079 689 162
Sahel	46 748	251 084 576
Sud-Ouest	140 174	752 874 554
Total	3 515 712	18 882 890 220

Source : DGESS/MENAPLN, décembre 2019



ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

INDICATEURS

Tableau 22 Évolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2017	2018	2019	2020
1	Ratio étudiants/ enseignant	77	75	74	73
2	Nombre de diplômés du supérieur	17 521	10 392	12 728	11 996
3	Proportion des étudiants bénéficiaires de bourses (en%)	8,04	6,43	5,83	5,9
5	Proportion d'étudiants bénéficiaires des allocations d'aides ou de prêts (en%)	64,9	85,05	59,79	61,12

Source : DGESS/MESRSI, décembre 2019

Réalisation 2018 et 2019 (au 30 novembre) et prévisions 2020

Tableau 23 Réalisation physique (nombre) des infrastructures universitaires en 2019

RÉGIONS	Infrastructures	Prévision	Réalisation au 30 juin 2019	
			Physique	Taux d'exécution
BOUCLE DU MOUHOUN	Achèvement du bâtiment administratif au Centre universitaire polyvalent (CUP) de Dédougou,	1	Bâtiment administratif achevé	100%
	Aménagement d'une ferme agro-pédagogique au CUP de Dédougou	1	Ferme agro-pédagogique a été aménagée	100%
	Total	2		100%
CENTRE	Poursuite des travaux de construction d'un amphithéâtre jumelé de 750 places à l'Université Ouaga 2 (UO2)	1	Amphi achevé	100%
	Création d'une université virtuelle (construction du siège et équipement)	1	Travaux au stade des fondations: préparation du pré-radié en cours	27%
	Construction d'un espace numérique ouvert à Ouagadougou	1	Travaux de gros œuvres finis	100%
	Achèvement du restaurant de 600 places à l'UO2	1	Restaurant achevé	100%
	Achèvement du centre médical à l'UO2	1	Centre médical achevé	100%
	Achèvement des amphis de 1 500 et 1 000 places à l'UO2	1	Travaux de gros œuvres en cours	24%
	Construction d'un bâtiment en R+2 contenant 3 amphis de 500 places à l'Institut des sciences (IDS) Ouaga	1	Les travaux d'installation électrique du bâtiment R+2 comprenant trois amphithéâtres de 500 places chacun, douze bureaux et une bibliothèque de 150 places sont en cours	30%
	Construction et équipement d'une Unité de formation et de recherche en sciences et technologies (UFR/ST) et d'une cité universitaire de 1500 lits à l'UO2	2	Les terrassements généraux et les fondations ont été réalisés. Les travaux de gros œuvres exécutés. Gobetis terminés	100%
	Achever la première phase de l'aménagement de la voirie de l'UO2	1	Reprise des activités, approvisionnement des remblais Première phase d'aménagement	45%
	Total	10		60%

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

CENTRE- OUEST	Poursuite des gros œuvres des amphithéâtres de 750, 500 et 300 places à l'Université Norbert ZONGO (UNZ)	3	Les gros œuvres ont été réalisés (mais les travaux suspendus pour 750 places (85%) en attendant la levée de litige Le DAO et les plans sont prêts pour 500 et 300 places (15%)	50%
	Construction d'une bibliothèque centrale extensible en R+4 et équipement du Rez de chaussée (RDC) à l'UNZ	1	RDC à 75%, chantier arrêté	75%
	Poursuite des travaux de construction et d'équipement d'un espace numérique ouvert à Koudougou	1	Plancher haut R+1 coulé totalement Travaux terminés	100%
	Total	4		65%
EST	Construction d'un bâtiment administratif au CUP de Fada N'Gourma,	1	Bâtiment administratif achevé	100%
	Construction d'un local technique au CUP de Fada N'Gourma	1	Régulation budgétaire	25%
	Construction d'un bâtiment (atelier recherche/pédagogie) au CUP de Fada N'Gourma	1	Travaux en cours; Gobetis en cours	48%
	Construction de toilettes extérieures au CUP de Fada N'Gourma	1	Finition en cours ; réalisation des puisards en cours	98%
Total	4		63,39%	
HAUTS- BASSINS	Construction d'un bâtiment R+2 à usage de salle de cours et de Travaux dirigés (TD) à l'Université Nazi Boni (UNB)	1	Coffrage, plancher, élévation des poteaux au R+1 en cours et maçonnerie au RDC	61%
	Construction d'un mur de 2 223 mètres linéaires sur le site du secteur 22 de Bobo pour l'UNB	1	Les études architecturales pour la clôture et l'aménagement du site du secteur 22 ont été réalisées	35%
	Construction et équipement de la cité universitaire phase 2 de Bobo	1	La cité universitaire de Bobo phase 2 construite et équipements acquis	100%
	Poursuite des travaux de construction et d'équipement d'un espace numérique ouvert à Bobo Dioulasso	1	Béton plancher haut R+1 bloc D coulé	100%
Total	4		63,23%	
NORD	Construction d'un bâtiment administratif au CUP de Ouahigouya	1	Travaux de finition terminés	100%
	Construction de parkings (auto-moto) au CUP de Ouahigouya	1	Construction achevée	100%
	Construction de toilettes extérieures au CUP de Ouahigouya	1	Construction achevée	100%
	Total	3		80%
TOTAL GÉNÉRAL		27		

Source : DGESS/MESRSI, décembre 2019

Tableau 24 Prévision d'infrastructures universitaires en 2020

RÉGIONS	Infrastructures	Commune	N	Coût (en FCFA)
CENTRE	Réaménagement des chapiteaux en deux amphithéâtres de 1 000 places chacun à l'Université Joseph KI-ZERBO	Ouagadougou	1	320 000 000
	Poursuite des travaux de construction du siège de l'université virtuelle		1	998 996 000
	Achèvement des travaux de construction d'un espace numérique ouvert à Ouagadougou		1	PM
	Construire les ouvrages communautaires (mosquées et le plateau omnisport) du site de l'université virtuelle		1	148 996 000
	Poursuite des travaux de construction d'un bâtiment en R+2 comprenant 03 amphithéâtres de 500 places chacun, 12 bureaux et une bibliothèque de 150 places à l'IDS Ouaga		3	336 402 639
	Achèvement de la construction d'un amphithéâtre jumelé de 750 places à l'UO2	Saaba	1	PM
	Achèvement de la construction des deux amphis de 1 500 et un amphi de 1 000 places à l'UO2		2	1 037 000 000
	Achèvement de la voirie interne de l'UO2		1	13 165 000
	Total		11	2 854 559 639
CENTRE-OUEST	Poursuite des travaux de construction des amphis de 750, 500 et 300 places à l'UNZ	Koudougou	3	650 000 000
	Achèvement des travaux de construction de l'espace numérique ouvert à Koudougou		1	PM
	Total		4	650 000 000
EST	Réaliser des parkings (Auto-Cycles) à l'Université de Fada N'Gourma	Fada N'Gourma	1	30 000 000
	Construction de toilettes extérieures au CUP de Fada N'Gourma		1	30 000 000
	Total		2	60 000 000
HAUTS-BASSINS	Achèvement des travaux de construction d'un bâtiment R+2 à usage de salle de cours et de TD à l'UNB	Bobo Dioulasso	1	88 746 000
	Achèvement des travaux de construction et d'équipement de l'espace numérique ouvert de Bobo Dioulasso		1	PM
	Total		2	88 746 000

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

RÉGIONS	Infrastructures	Commune	N	Coût (en FCFA)
NORD	Achèvement des travaux de construction d'un bâtiment administratif au CUP de Ouahigouya	Ouahigouya	1	PM
	Bornage du site de 200 Ha de Ouahigouya		1	30 000 000
	Equipement de la villa des hôtes		1	25 000 000
	Total		3	55 000 000
SAHEL	Réaliser le bornage du site du CUP de Dori	Dori	1	25 000 000
	Total		1	25 000 000
SUD-OUEST	Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Gaoua	Gaoua	1	955 922 000
	Total		1	955 922 000
Total Général			24	4 689 227 639

Source : DGESS/MESRSI, décembre 2019

N= Nombre

Tableau 25 Attributions des bourses nationales et internationales par zone en 2019

ZONES	RUBRIQUES	EFFECTIF		COÛT (en FCFA)
		Prévision	Réalisation	
BURKINA FASO	Nouvelles attributions	2 093	1 872	748 800 000
	Bourses à renouveler	6 000	4 664	1 865 600 000
	Sous-total 1	8 093	6 536	2 614 400 000
AFRIQUE	Nouvelles attributions	189	189	103 950 000
	Bourses à renouveler	300	285	156 750 000
	Sous-total 2	489	474	260 700 000
HORS AFRIQUE	Nouvelles attributions	80	80	272 128 000
	Bourses à renouveler	265	231	785 769 600
	Sous-total 3	345	311	1 057 897 600
TOTAL		8 927	7 321	3 932 997 600
AUTRES ALLOCATIONS (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation etc.).				817 002 400
TOTAL GENERAL				4 750 000 000

Source : DGESS/MESRSI, décembre 2019

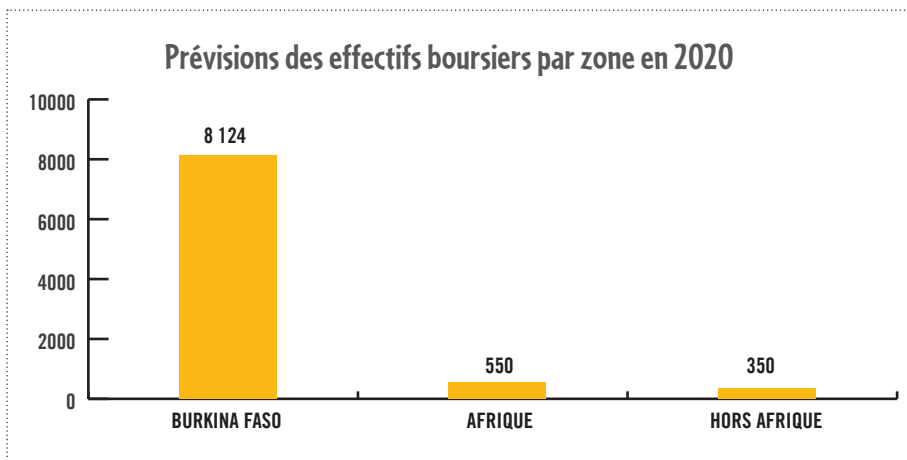
INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

04

Tableau 26 Prévisions d'attributions de bourses nationales et internationales par zone en 2020

ZONES	RUBRIQUES	EFFECTIF	MONTANT (en FCFA)
BURKINA FASO	Nouvelles attributions	2 031	1 015 500 000
	Bourses à renouveler	6 093	3 046 500 000
	Sous-total 1	8 124	4 062 000 000
AFRIQUE	Nouvelles attributions	189	132 300 000
	Bourses à renouveler	361	252 700 000
	Sous-total 2	550	385 000 000
HORS AFRIQUE	Nouvelles attributions	80	359 104 000
	Bourses à renouveler	270	1 211 976 000
	Sous-total 3	350	1 571 080 000
TOTAL		9 024	6 018 080 000
AUTRES ALLOCATIONS (<i>aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation, etc.</i>)			2 541 320 000
TOTAL GENERAL			8 559 400 000

Source : DGESS/MESRSI, décembre 2019



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 27 Attributions des aides et prêts aux étudiants en 2019

Nature de l'allocation	Effectif		Coût (en FCFA)
	Prévisions	Réalisations au 30 juin	
Aides aux étudiants	66 563	66 072	9 910 000 000
Prêts d'étude aux étudiants	11 223	8 291	1 450 925 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	810	437	173 550 000
Total	78 596	74 800	11 534 475 000

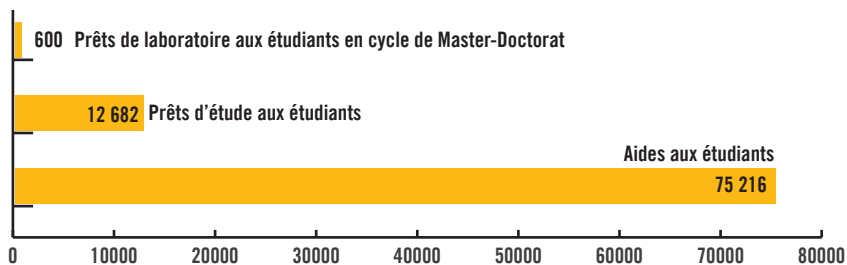
Source : DGESS/MESRSI, décembre 2019

Tableau 28 Prévisions d'attributions des aides et prêts aux étudiants en 2020

NATURE DE L'ALLOCATION	EFFECTIF PRÉVU	COÛT UNITAIRE (EN FCFA)	COÛT TOTAL (EN FCFA)
Aides aux étudiants	75 216	175 000	13 162 800 000
Prêts d'étude aux étudiants	12 682	225 000	2 853 450 000
Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat	600	500 000	300 000 000
TOTAL	88 498	900 000	16 316 250 000

Source : DGESS/MESRSI, décembre 2019

Prévisions d'effectifs d'étudiants bénéficiaires des allocations par type en 2020



EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

INDICATEURS

Tableau 29 Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2017	2018	2019	2020
1	Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés	11	11	17	29
2	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural (en%)	66,2	67,3	68,0	69,0
3	Taux d'accès national à l'eau potable (en%)	73,4	74,0	74,6	75,2
4	Taux d'accès national à l'assainissement (en%)	21,6	22,6	24,1	25,6

Source : DGESS/MEA, décembre 2019

Réalisation 2018 et 2019 (au 30 juin) et prévisions 2020

Tableau 30 Réalisations physiques (nombre) des pompes à motricité humaine (PMH) par région en 2018 et 2019

Régions	Forages/PMH neufs			Forages/PMH à réhabiliter		
	Réalizations 2018	2019		Réalizations 2018	2019	
		Prévisions (nombre)	Réalizations (30 juin)		Prévisions (nombre)	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	293	284	74	120	93	16
Cascades	125	113	14	24	11	2
Centre	163	14	0	15	34	4
Centre-Est	225	146	43	8	25	0
Centre-Nord	152	124	9	96	56	0
Centre-Ouest	245	76	24	79	66	0
Centre-Sud	195	125	18	71	47	0
Est	218	282	4	52	95	0
Hauts-Bassins	282	155	22	83	79	12
Nord	149	60	10	109	74	11
Plateau Central	151	65	11	63	76	8
Sahel	108	242	72	70	158	100
Sud-Ouest	185	96	16	25	32	5
Total	2 491	1 782	317	790	846	158

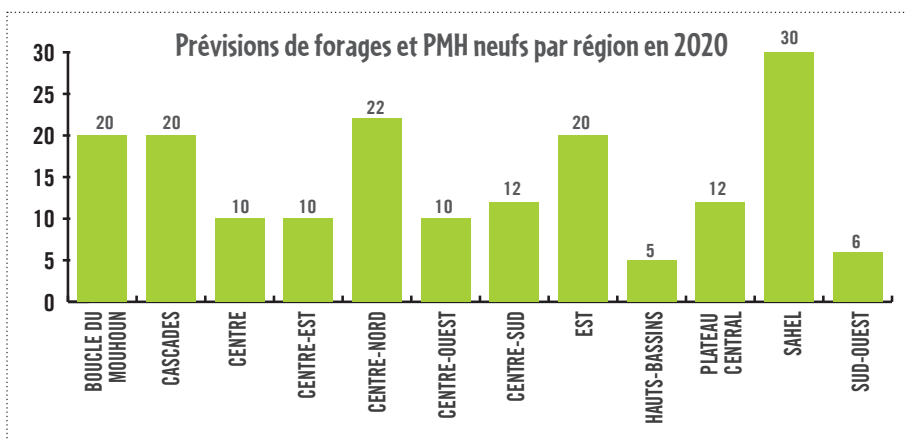
Source : DGESS/MEA, décembre 2019

Tableau 31 Prévisions des forages et des pompes à motricité humaine (PMH) neufs par région en 2020

Forages/PMH neufs

Type d'ouvrages	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	20	133 806 452
Cascades	20	133 806 452
Centre	10	66 903 226
Centre-Est	10	66 903 226
Centre-Nord	22	147 187 097
Centre-Ouest	10	66 903 226
Centre-Sud	12	80 283 871
Est	20	133 806 452
Hauts-Bassins	5	33 451 613
Plateau Central	12	80 283 871
Sahel	30	200 709 677
Sud-Ouest	6	40 141 935
Total	177	1 184 187 097

Source : DGESS/MEA, décembre 2019



Source : DGESS/MEA, décembre 2019

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Il est également prévu la réalisation de **40 forages/PMH neufs** par la Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP) et de **375 forages/PMH neufs** par le Programme d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement (PAEA) pour des coûts respectifs de **267,61 millions de FCFA** et de **4,76 milliards de FCFA**.



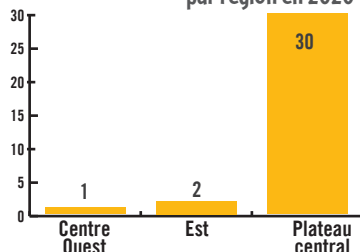
En outre, il est prévu la réalisation de **4 forages à gros débit** dont 3 dans la région du Centre Nord et 1 dans la région du Sud-Ouest pour un montant global de **33,75 millions de FCFA**.

Tableau 32 Prévisions des AEPS/PEA par région en 2020

Type d'ouvrages	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en FCFA)
Centre-Ouest	1	31 774 286
Est	2	63 548 572
Sahel	30	953 228 583
Total	33	1 048 551 441

Source : DGESS/MEA, décembre 2019

Adductions d'Eau Potable Simplifiées et de Points d'Eau Autonomes (AEPS/PEA) par région en 2020



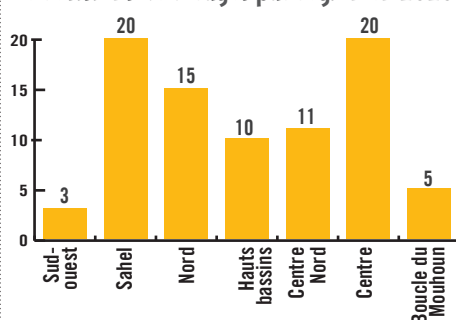
Il est également prévu la réalisation de **68 Adductions d'Eau Potable Simplifiées et de Points d'Eau Autonomes (AEPS/PEA)** dont 31 dans le cadre de BID/UEMOA et 37 dans le cadre du PAEA pour un montant global de **4,44 milliards de FCFA**.

Tableau 33 Prévisions des forages à réhabiliter par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	N	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	5	11 438 025
Centre	20	45 752 101
Centre-Nord	11	25 163 655
Hauts-Bassins	10	22 876 050
Nord	15	34 314 076
Sahel	20	45 752 101
Sud-Ouest	3	6 862 815
Total	84	192 158 824

Source : DGESS/MEA, décembre 2019

Prévisions de forages par région en 2020





Il est aussi prévu la réhabilitation de **35 forages** par la Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP) pour un montant global de **80,07 millions de FCFA**.

Tableau 34 Réalisations et réhabilitations d'AEPS par région en 2018 et 2019

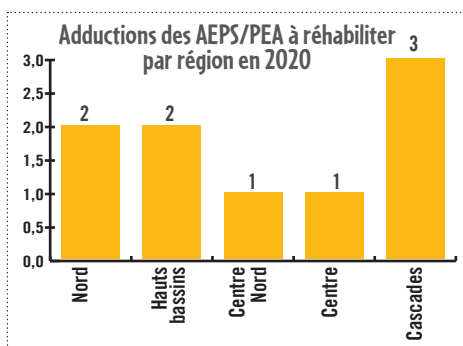
Régions	AEPS/ neuves			AEPS/ réhabilitées		
	Réalisations 2018	2019		Réalisations 2018	2019	
		Prévisions (nombre)	Réalisations (30 juin)		Prévisions (nombre)	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	9	11	1	0	2	0
Cascades	6	5	0	2	2	0
Centre	20	0	-	0	-	-
Centre-Est	19	0	-	0	1	0
Centre-Nord	16	5	0	0	1	0
Centre-Ouest	6	17	14	3	2	0
Centre-Sud	3	0	1	0	1	0
Est	10	13	11	1	1	0
Hauts-Bassins	8	21	1	2	2	0
Nord	7	0	-	0	2	0
Plateau Central	12	0	11	1	2	0
Sahel	9	47	11	2	3	0
Sud-Ouest	7	2	-	0	-	-
Total	132	121	50	11	19	0

Source : DGESS/MEA, décembre 2019

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 35 Prévisions des AEPS/PEA à réhabiliter par région en 2020

Région	Prévisions 2020	
	N	Coût total (en FCFA)
Cascades	3	124 166 667
Centre	1	41 388 889
Centre-Nord	1	41 388 889
Hauts-Bassins	2	82 777 778
Nord	2	82 777 778
Total	9	372 500 000



Source : DGESS/MEA, décembre 2019

Tableau 36 Réalisations physiques (nombre) des latrines en matière d'assainissement par région en 2018 et 2019

Régions	Latrines familiales milieu rural			Latrines institutionnelles (centre de santé, école) et publiques		
	Réalisations 2018	2019		Réalisations 2018	2019	
		Prévisions (nombre)	Réalisations (30 juin)		Prévisions (nombre)	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	3 636	3 743	1 618	97	35	22
Cascades	1 278	1 550	100	30	8	2
Centre	370	1 634	0	54	8	0
Centre-Est	689	2 589	696	69	58	10
Centre-Nord	1 475	650	0	102	102	29
Centre-Ouest	3 404	782	282	113	92	45
Centre-Sud	1 327	4 724	101	48	26	0
Est	1 153	655	5	85	94	26
Hauts-Bassins	5 735	7 410	3 105	62	14	3
Nord	2 183	2 418	0	91	42	7
Plateau Central	497	235	0	72	127	0
Sahel	2 256	4 230	2 670	70	138	50
Sud-Ouest	1 376	870	230	92	22	3
Total	25 379	31 490	8 807	985	766	197

Source : DGESS/MEA, décembre 2019

Tableau 37 Prévisions des latrines en matière d'assainissement par région en 2020

Région	Prévisions 2020	
	Nombre	Coût total (en millions FCFA)
Boucle du Mouhoun	850	100 014 690
Cascades	1 500	176 496 511
Centre	566	108 528 374
Centre-Est	1 010	145 981 224
Centre-Nord	1 010	147 144 860
Centre-Ouest	1 250	147 080 426
Centre-Sud	1 015	161 885 120
Est	1 310	179 535 072
Hauts-Bassins	950	111 781 124
Nord	1 140	162 441 225
Plateau Central	915	148 664 140
Sahel	1 253	235 914 132
Sud-Ouest	969	124 533 102
Total	13 738	1 950 000 000

Dont

Familiales	13 615	1 602 000 000
Ecoles	77	227 000 000
Centre de santé	11	28 000 000
Lieux publics	35	93 000 000
Total	13 738	1 950 000 000

Source : DGESS/MEA, décembre 2019

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Prévisions de latrines en matière d'assainissement par région en 2020

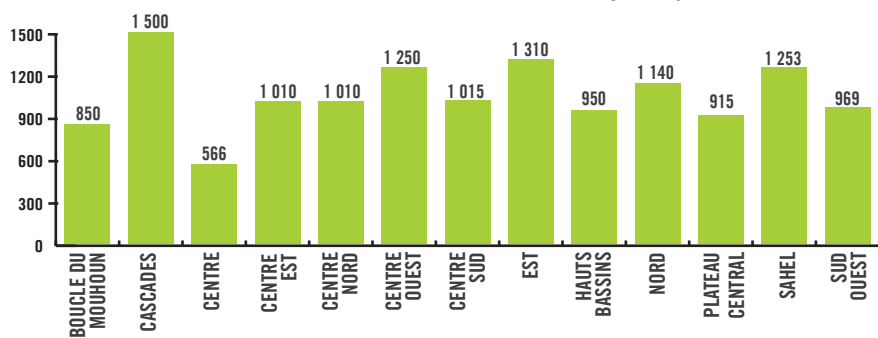


Tableau 38 Réalisations et réhabilitations physiques (nombre) de barrages par région en 2018 et 2019

Régions	Barrages neufs			Barrages réhabilités		
	Réalisations 2018	2019		Réalisations 2018	2019	
		Prévisions	Réalisations (30 juin)		Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	0	1	0	0	0	-
Cascades	0	0	-	1	2	0
Centre	0	2	0	1	3	0
Centre-Est	0	0	-	0	2	0
Centre-Nord	0	0	-	1	0	-
Centre-Ouest	1	1	0	0	5	1
Centre-Sud	0	2	0	1	0	-
Est	1	0	-	1	0	-
Hauts-Bassins	0	0	-	0	1	0
Nord	0	0	-	1	1	0
Plateau Central	0	5	0	4	1	1
Sahel	0	0	-	0	0	-
Sud-Ouest	0	0	-	1	1	0
Total	2	11	0	11	16	2

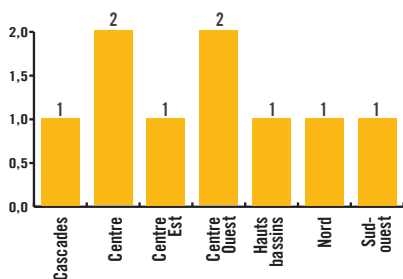
Source : DGESS/MEA, décembre 2019

Tableau 39 Prévisions de barrages par région en 2020

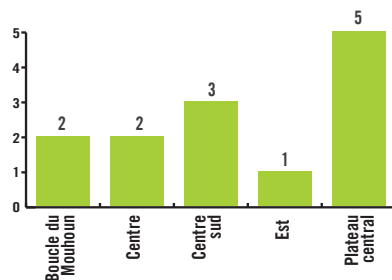
Régions	Prévisions 2020			
	Nouveaux barrages		Barrages à réhabiliter	
	Nombre	Coût total (en FCFA)	Nombre	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	2	630 288 150	0	0
Cascades	0	0	1	294 414 555
Centre	2	883 698 968	2	2 378 006 000
Centre-Est	0	0	1	190 354 868
Centre-Ouest	0	0	2	191 026 971
Centre-Sud	3	2 391 477 262	0	0
Est	1	382 068 433	0	0
Hauts-Bassins	0		1	105 610 000
Nord	0	0	1	322 637 636
Plateau Central	5	7 876 806 649	0	0
Sud-Ouest	0	0	1	278 669 095
Total	13	12 164 339 462	9	3 760 719 125

Source : DGESS/MEA, décembre 2019

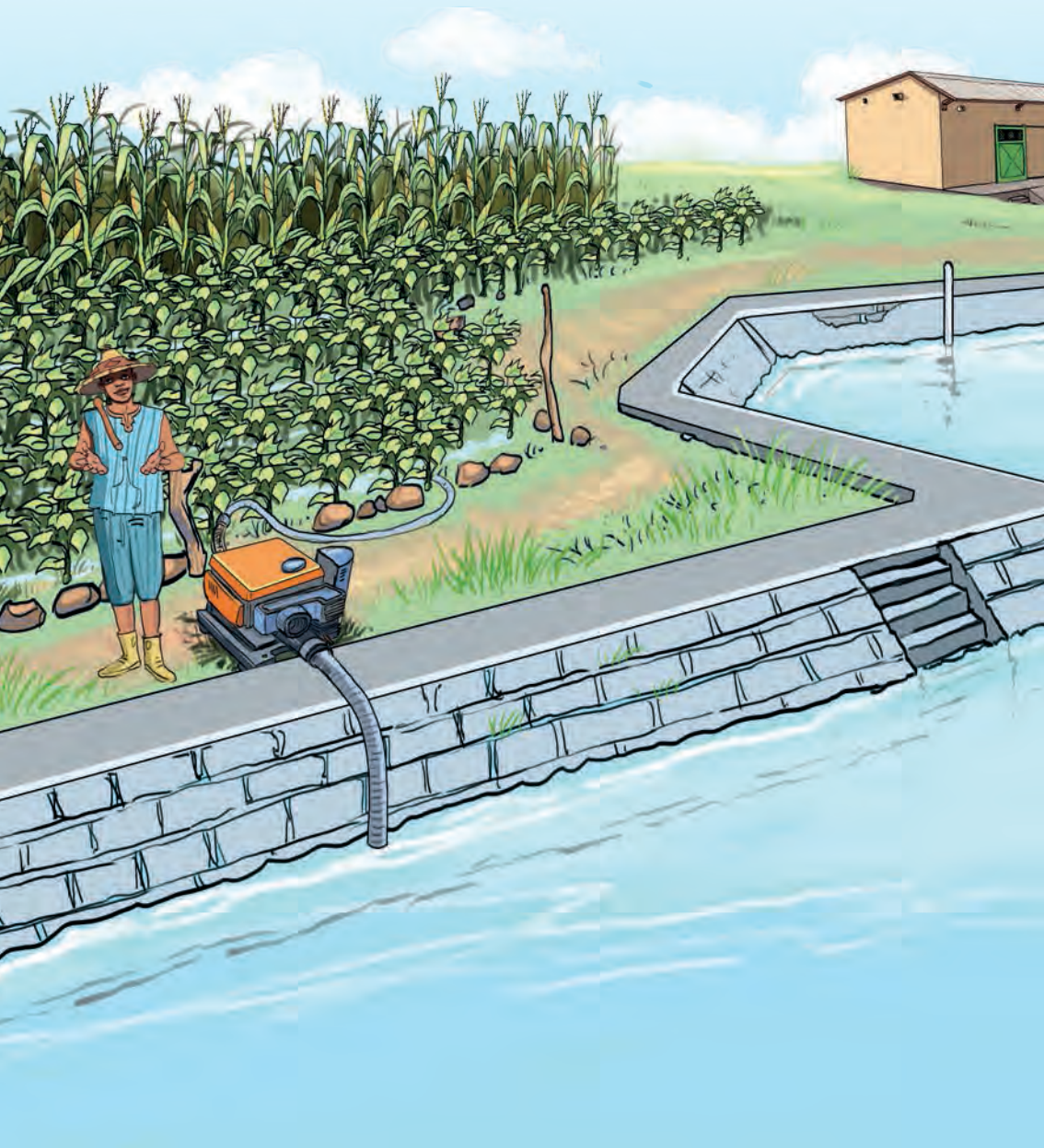
Prévision de barrages à réhabiliter par région en 2020



Prévision de nouveaux barrages par région en 2020



AGRICULTURE ET AMENAGEMENTS HYDRO AGRICOLES



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

INDICATEURS

Tableau 40 Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2017	2018	2019	2020
1	Taux de couverture des besoins alimentaires des zones structurellement déficitaires (en%)	64,0	38,6	86,0	88,0
2	Proportion des populations vulnérables ayant bénéficié d'opérations HIMO au cours de l'année (en%)	94,0	100,0	100,0	100,0
3	Nombre de matériel d'irrigation mis à la disposition des producteurs	3 256	29 478	42 122	57 687
4	Taux de couverture des crédits agricoles (en%)	3,0	4,0	5,0	5,5

Source : DGESS/MAAH, décembre 2019

Réalisation 2018 et 2019 (au 30 juin) et prévisions 2020

Tableau 41 Répartition des semences par région en 2018 et 2019

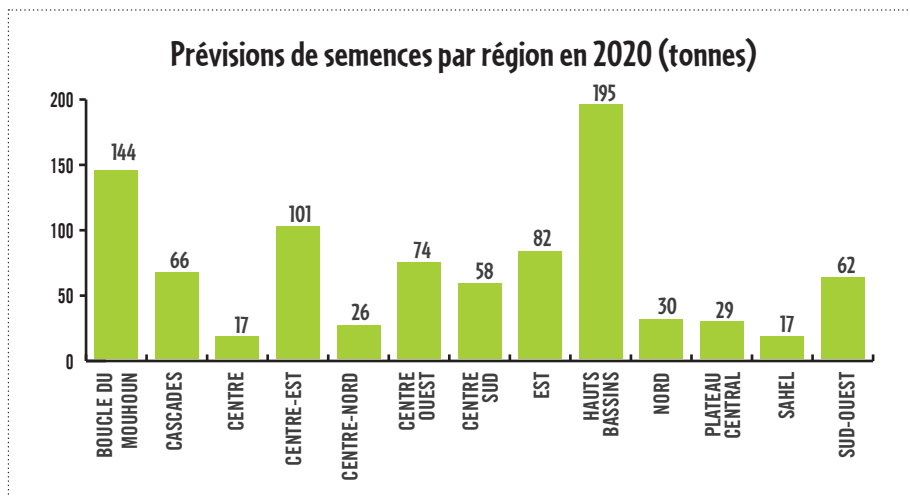
Régions	Réalizations 2018 (en tonne)	2019	
		Prévisions (en tonne)	Réalizations (30 juin) (en tonne)
Boucle du Mouhoun	1 109,8	616,9	442,0
Cascades	505,2	283,9	280,7
Centre	110,8	70,6	70,5
Centre-Est	854,3	396,3	385,5
Centre-Nord	178,3	113,5	108,1
Centre-Ouest	465,4	280,5	243,2
Centre-Sud	432,0	211,3	189,1
Est	700,6	328,3	323,9
Hauts-Bassins	1 619,1	805,3	805,3
Nord	205,5	132,0	110,4
Plateau Central	194,4	127,0	119,9
Sahel	121,2	81,1	79,9
Sud-Ouest	434,1	253,2	247,8
Total	6 930,7	3 700,0	3 406,4

Source : DGESS/MAAH, décembre 2019

Tableau 42 Prévisions des semences par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Quantité (tonne)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	144	82 842 175
Cascades	66	38 307 436
Centre	17	9 643 952
Centre-Est	101	58 388 901
Centre-Nord	26	15 063 263
Centre-Ouest	74	42 673 474
Centre-Sud	58	33 508 546
Est	82	47 100 111
Hauts-Bassins	195	112 420 422
Nord	30	17 308 324
Plateau Central	29	16 852 386
Sahel	17	9 932 519
Sud-Ouest	62	35 958 491
Total	901	520 000 000

Source : DGESS/MAAH, décembre 2019



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 43 Répartition des engrais par région en 2018 et 2019

Régions	Réalisa- tions 2018 (en tonne)	2019	
		Prévisions (en tonne)	Réalisations (30 juin) (en tonne)
Boucle du Mouhoun	1 628,5	2 151,0	1 893,0
Cascades	751,0	862,0	233,0
Centre	621,0	229,0	220,0
Centre-Est	929,0	1 738,0	1 677,0
Centre-Nord	581,0	583,0	513,0
Centre-Ouest	1 536,5	416,0	308,0
Centre-Sud	660,8	649,0	610,0
Est	696,0	722,0	578,0
Hauts-Bas- sins	1 531,2	2 039,0	1 815,0
Nord	650,5	689,0	475,0
Plateau Central	995,2	275,0	264,0
Sahel	270,0	344,0	0,0
Sud-Ouest	604,0	624,0	568,0
Total	11 454,7	11 321,0	9 154,0

Source : DGESS/MAAH, décembre 2019

Tableau 44 Prévion des engrais par région en 2020

Régions	2020	
	Quantité (tonne)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	1 779,0	653 106 874
Cascades	760,0	278 977 937
Centre	406,0	149 008 587
Centre-Est	729,0	267 660 259
Centre-Nord	475,0	174 549 425
Centre-Ouest	737,0	270 652 129
Centre-Sud	539,0	197 706 918
Est	603,0	221 181 977
Hauts-Bas- sins	1 692,0	620 938 139
Nord	570,0	209 385 353
Plateau Central	489,0	179 502 189
Sahel	254,0	93 210 522
Sud-Ouest	573,0	210 256 862
Total	9 606,0	3 526 137 171

Source : DGESS/MAAH, décembre 2019

Prévion d'engrais par région en 2020 (Tonnes)

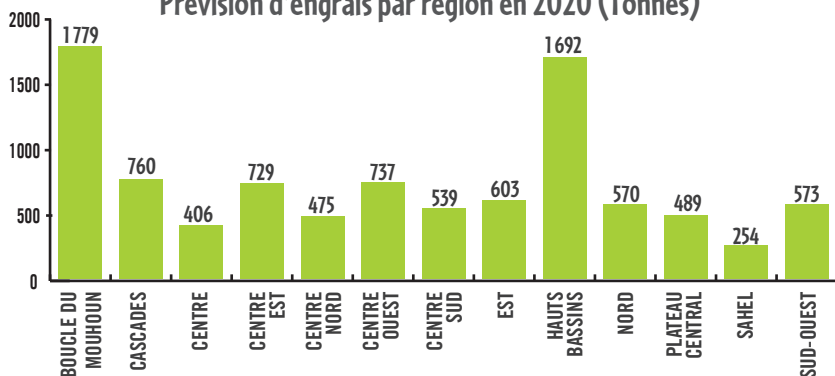


Tableau 45 Répartition des équipements agricoles et des animaux de trait par région en 2018 et 2019

Régions	Réalisations 2018 (nombre de bénéficiaires)	2019	
		Prévisions (nombre de bénéficiaires)	Réalisations (30 juin) (nombre de bénéficiaires)
Boucle du Mouhoun	2 140	3 742	3 742
Cascades	649	1 128	1 128
Centre	439	587	587
Centre-Est	790	1 270	1 270
Centre-Nord	781	1 154	1 154
Centre-Ouest	1 613	2 426	2 426
Centre-Sud	772	1 178	1 178
Est	1 300	1 966	1 966
Hauts-Bas-sins	1 831	2 715	2 715
Nord	765	1 105	1 105
Plateau Central	795	1 212	1 212
Sahel	656	762	762
Sud-Ouest	973	1 638	1 638
Total	13 504	20 883	20 883

Source : DGESS/MAAH, décembre 2019

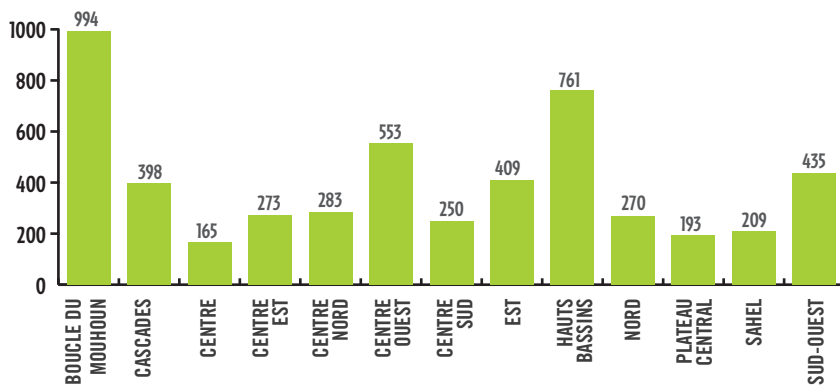
04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 46 Prévion des équipements agricoles et des animaux de trait par région en 2020

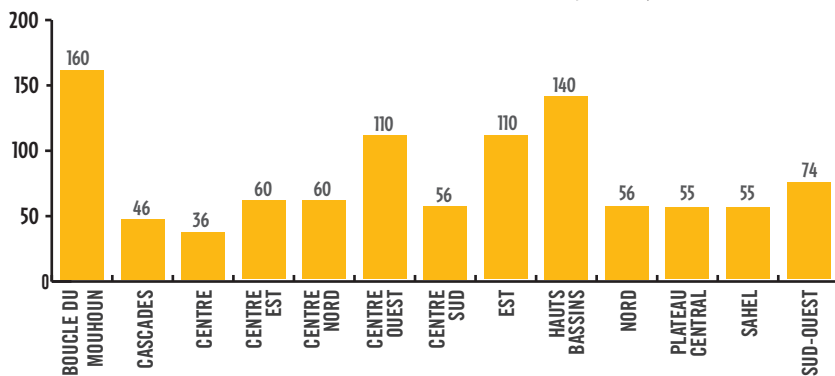
Régions	Prévisions 2020			
	Equipements agricoles		Animaux de trait	
	Nombre (bénéficiaires)	Coût total (FCFA)	Nombre (bénéficiaires)	Coût total (FCFA)
Boucle du Mouhoun	994	94 538 250	160	38 500 000
Cascades	398	38 839 420	46	11 500 000
Centre	165	18 028 120	36	8 500 000
Centre-Est	273	29 427 610	60	13 500 000
Centre-Nord	283	30 259 060	60	12 900 000
Centre-Ouest	553	59 146 110	110	26 000 000
Centre-Sud	250	25 699 460	56	12 900 000
Est	409	45 305 600	110	26 000 000
Hauts-Bassins	761	76 862 230	140	35 000 000
Nord	270	32 069 050	56	12 500 000
Plateau Central	193	22 527 785	55	12 250 000
Sahel	209	27 010 700	55	12 250 000
Sud-Ouest	435	44 910 355	74	18 500 000
Total	5 193	544 623 750	1 018	240 300 000

Source : DGESS/MAAH, décembre 2019

Prévision des bénéficiaires d'équipements agricoles par région en 2020



Prévision des bénéficiaires d'animaux de trait par région en 2020



INFRASTRUCTURES



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

INDICATEURS

Tableau 47 Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2017	2018	2019	2020
1	Proportion de routes bitumées (en%)	24,5	25,6	26,1	28,9
2	Proportion de pistes rurales aménagées (en %)	30,4	32,6	35,0	36,0
3	Proportion de pistes rurales entretenues (en%)	15,0	24,0	35,0	35,0
4	Proportion de routes en bon état (en%)	84,0	86,0	69,0	88,0

Source : DGESS/MI, décembre 2019

Réalisation 2018 et 2019 (au 30 juin) et prévisions 2020

Tableau 48 Réalisations physiques (longueur) de pistes rurales par région en 2018 et 2019

Régions	Réalisation 2018 (en Km)	2019	
		Prévisions (en Km)	Réalisation (30 juin) (en Km)
Boucle du Mouhoun	21,2	64,8	0
Cascades	0,0	0,0	0
Centre	10,4	0,0	0
Centre-Est	58,1	75,5	0
Centre-Nord	5,3	63,9	0
Centre-Ouest	74,1	29,5	0
Centre-Sud	36,0	24,9	0
Est	12,5	62,5	0
Hauts-Bassins	22,1	0,0	0
Nord	118,3	14,6	0
Plateau Central	75,3	0,0	0
Sahel	137,4	54,9	0
Sud-Ouest	0,0	0,0	0
Total	570,7	390,6	0

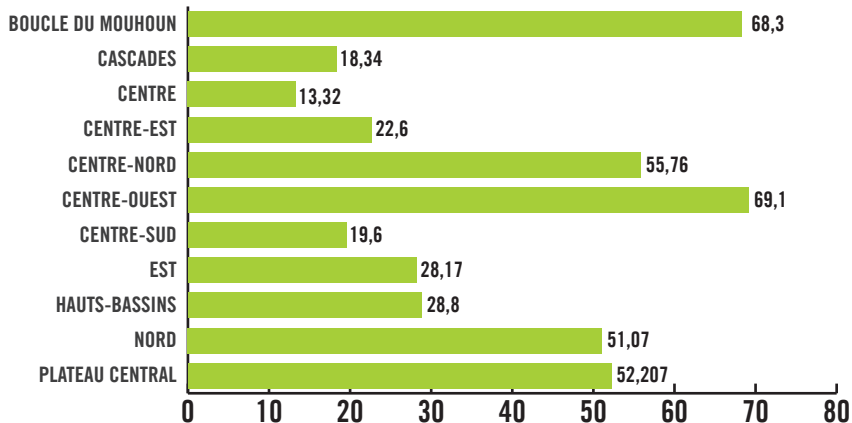
Source : DGESS/MI, décembre 2019

Tableau 49 Prévisions de pistes rurales par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	Longueur (km)	Coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	68,3	2 253 609 385
Cascades	18,34	605 208 276
Centre	13,32	439 744 083
Centre-Est	22,6	745 599 221
Centre-Nord	55,76	1 840 354 419
Centre-Ouest	69,1	2 280 304 697
Centre-Sud	19,6	646 076 021
Est	28,17	929 524 692
Hauts-Bassins	28,8	851 500 703
Nord	51,07	1 685 254 935
Plateau Central	52,207	1 722 823 568
Total	427,27	14 000 000 000

Source : DGESS/MI, décembre 2019

Prévisions de pistes rurales par région en 2020 (Km)



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

Tableau 50 Réalisations physiques (longueur) de routes bitumées par région en 2018 et 2019

Régions	Réalizations 2018 (km)	2019	
		Prévisions (km)	Réalisations au 30 juin (km)
Boucle du Mouhoun	63,0	75,0	75,0
Centre	0	14,9	0
Centre-Est	62,0	0	-
Centre-Nord	16,0	0	-
Centre-Sud	52,0	79,0	15,0
Hauts-Bassins	0	4,5	0
Total	193,0	173,4	90,0

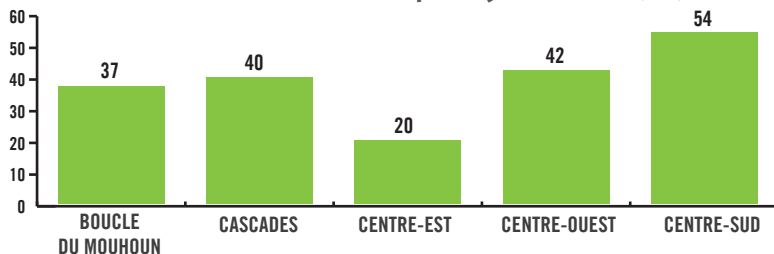
Source : DGESS/MI, décembre 2019

Tableau 51 Prévisions de routes bitumées par région en 2020

Régions	Prévisions 2020	
	longueur (km)	coût total (en FCFA)
Boucle du Mouhoun	37,0	12 025 000 000
Cascades	40,0	13 000 000 000
Centre-Est	20,0	6 500 000 000
Centre-Ouest	42,0	13 650 000 000
Centre-Sud	54,0	17 550 000 000
Total	193,0	62 725 000 000

Source : DGESS/MI, octobre 2019

Prévisions de routes bitumées par région en 2020 (Km)



EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

INDICATEURS

Tableau 52 Evolution de quelques indicateurs clés

N°	INDICATEURS	Réalizations		Prévisions	
		2017	2018	2019	2020
1	Taux d'insertion des jeunes et des femmes placés en stage et en volontariat (en%)	13,0	15,0	17,0	19,0
2	Effectifs des apprenants formés ¹	17 719	9 232	10 292	-
	Effectifs des formés de la formation professionnelle*	-	-	-	50 000
3	Nombre d'emplois décents créés ²	45 148	50 000	17 000	50 000

Source : DGESS/MJPEJ, décembre 2019

* à partir de 2020, l'indicateur « Effectifs des apprenants formés » a été abandonné au profit de celui « Effectifs des formés de la formation professionnelle »

Réalisation 2018 et 2019 (au 30 juin) et prévisions 2020

Tableau 53 Nombre d'emplois créés par région en 2018 et 2019³

Région	Réalizations 2018	2019	
		Prévisions	Réalizations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	34	351	5
Cascades	79	193	20
Centre	346	1 518	257
Centre Est	53	108	7
Centre Nord	12	402	2
Centre Ouest	78	252	12
Centre Sud	63	268	2
Est	16	98	0
Hauts Bassins	123	367	169
Nord	95	133	18
Plateau Central	53	194	11
Sahel	6	64	2
Sud-Ouest	25	85	18
Total	983	4 033	523

1-II s'agit des bénéficiaires de la formation initiale, de la formation modulaire et des actions de formation de FAFPA

2-Secteurs privés et publics

3-II s'agit des emplois créés à travers les fonds de financement du MJFIP

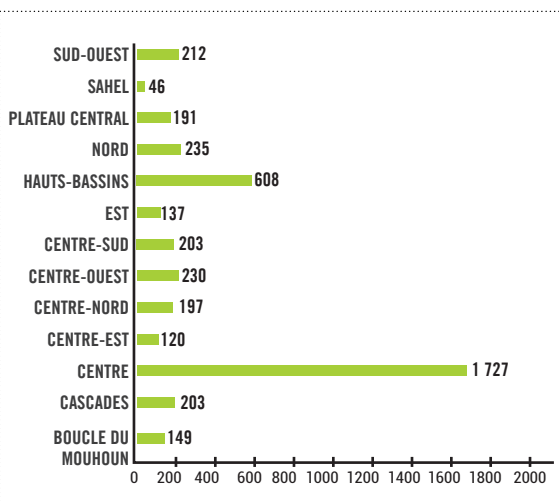
Source : DGESS/MJPEJ, décembre 2019

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020

04

Tableau 54 Prévisions de création d'emplois par région en 2020⁴

Régions	Prévision 2020
Boucle du Mouhoun	149
Cascades	203
Centre	1 727
Centre Est	120
Centre Nord	197
Centre Ouest	230
Centre Sud	203
Est	137
Hauts Bassins	608
Nord	235
Plateau Central	191
Sahel	46
Sud-Ouest	212
Total	4 258



Source : DGESS/MJPEJ, décembre 2019

Tableau 55 Nombre de jeunes formés par région en 2018 et 2019⁵

Région	Réalisations 2018	2019	
		Prévisions	Réalisations (30 juin)
Boucle du Mouhoun	211	nd	nd
Cascades	86	nd	nd
Centre	180	nd	nd
Centre Est	159	nd	nd
Centre Nord	120	nd	nd
Centre Ouest	146	nd	nd
Centre Sud	154	nd	nd
Est	184	nd	nd
Hauts Bassins	155	nd	nd
Nord	220	nd	nd
Plateau Central	127	nd	nd
Sahel	170	nd	nd
Sud-Ouest	147	nd	nd
Total	2 059	3 620	nd

*nd : Non défini

4- Prévisions réalisées avec un scénario de fusion des fonds

5- Il s'agit des jeunes formés en entrepreneuriat et en éducation financière

Source : DGESS/MJPEJ, décembre 2019

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2020



Pour l'année 2020, il est prévu la formation de **7 665** jeunes selon une répartition qui sera faite sur l'ensemble des régions du pays. Le montant total des formations est de **228 556 000 FCFA**.

Tableau 56 Effectifs des bénéficiaires de financement⁶ par région en 2018 et 2019

Régions	Réalizations 2018		2019		
	Effectifs	Financement (en FCFA)	Prévisions (Effectifs)	Réalizations (30 juin)	Financement (en FCFA) (30 juin)
Boucle du Mouhoun	164	82 500 000	nd	55	24 975 000
Cascades	61	53 400 000	nd	16	6 975 000
Centre	1 340	831 900 000	nd	970	520 000 000
Centre Est	66	44 700 000	nd	30	13 650 000
Centre Nord	54	28 800 000	nd	22	13 000 000
Centre Ouest	69	51 700 000	nd	23	12 500 000
Centre Sud	61	41 000 000	nd	1	1 300 000
Est	101	54 800 000	nd	11	6 950 000
Hauts Bassins	212	105 100 000	nd	220	107 175 000
Nord	79	60 600 000	nd	37	15 750 000
Plateau Central	54	43 700 000	nd	23	13 150 000
Sahel	34	31 800 000	nd	9	4 100 000
Sud-Ouest	40	17 900 000	nd	30	14 350 000
Total	2 335	1 447 900 000	5 000	1 447	753 875 000

Source : DGESS/MJPEJ, décembre 2019



Pour l'année 2020, il est prévu le financement de **5 000** jeunes pour un montant total de **1 630 000 000 FCFA**.

6- Il s'agit des bénéficiaires des financements des fonds de financement du MJPEJ (FAPE, FASI, FAIJ).



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

05

**MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE
EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2020**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

05 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2020

Les mesures d'accompagnement pour une bonne exécution du budget de l'Etat, exercice 2020, sont de plusieurs ordres et concernent les recettes et les dépenses.

I. En matière de recettes

Il s'agira de poursuivre les efforts de mobilisation des ressources propres dans l'optique d'accroître considérablement la couverture des dépenses du budget de l'Etat par ces dernières. A cet effet, les différentes réformes entreprises au niveau de la Direction générale des impôts (DGI) et de la Direction générale des douanes (DGD) seront poursuivies. Il s'agit notamment de :

- poursuivre le recouvrement des dettes fiscales envers les contribuables (restes à recouvrer) ;
- travailler à faciliter le paiement de l'impôt à travers l'élargissement des moyens de déclarations et de paiements électroniques (télé- procédures) ;
- accélérer le processus de mise en œuvre du projet cadastre fiscal (informatisation du domaine foncier) ;
- poursuivre la déconcentration de la DGI à travers l'opérationnalisation de la 3^{ème} direction des moyennes entreprises de Ouaga et l'ouverture de nouveaux centres des impôts dans certaines communes ;
- poursuivre la lutte contre la fraude fiscale, le faux et la corruption ;
- poursuivre l'interconnexion entre la douane du Burkina Faso et celles des pays frontaliers afin d'améliorer le contrôle pour un meilleur rendement des recettes fiscales ;
- ouvrir le système douanier automatisé (SYDONIA) sur Internet afin d'alléger et de sécuriser les procédures de paiement des droits et taxes de douanes à travers la mise en place des télé déclarations et des télépaiements.

II. En matière de dépenses

L'accent sera mis sur les actions de maîtrise de l'évolution des charges de personnel afin de les contenir dans des proportions acceptables pour une véritable convergence vers la norme communautaire de 35% des recettes fiscales. Il est à cet égard prévu :

- la forte implication des directions des ressources humaines dans le suivi de la situation des agents publics de l'Etat en vue d'une prise en charge systématique des changements de position des agents (abandon de poste, décès, etc.) pour un arrêt conservatoire du salaire ;
 - l'apurement des arriérés au titre des rémunérations dues aux agents sur les exercices antérieurs, afin de permettre le respect de l'annualité budgétaire ;
 - l'intensification du contrôle interne des éléments de rémunération servis aux agents publics de l'Etat ;
 - la mise en œuvre effective de l'assainissement du fichier de paie, couplé à l'opération de recensement biométrique du personnel de l'Etat.
- Dans l'optique de renforcer l'efficacité de la gestion budgétaire, seront menées et/ou poursuivies les actions ci-après :
- l'anticipation du processus de passation des marchés et des actions tendant à concilier l'exécution physique et financière du budget notamment dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée ;
 - la mise en place d'un mécanisme de suivi et de contrôle, au niveau régional, des réalisations physiques sur le budget de l'Etat ;
 - l'opérationnalisation de la comptabilité de l'ordonnateur pour un meilleur suivi de l'exécution des dépenses notamment les investissements ;
 - la rationalisation des charges des missions diplomatiques et postes consulaires pour plus d'efficacité ;
 - le renforcement de l'opérationnalisation de la comptabilité des matières pour une meilleure gestion des biens meubles et immeubles de l'Etat ;
 - le renforcement des capacités des responsables de programme pour une plus grande efficacité du pilotage de l'action publique ;
 - le renforcement du système d'ordonnateurs multiples à travers la dotation progressive des ministères regroupés au sein d'une même Unité de vérification (UV) de leur propre UV.

CONCLUSION

L'atteinte des résultats attendus de la mise en œuvre du budget de l'Etat nécessite des efforts dans la mobilisation des ressources prévues aussi bien au niveau interne qu'externe.

Aussi, pour permettre au citoyen de mieux assurer son rôle de veille et de contrôle de l'action gouvernementale, le budget est traduit dans un langage simplifié et accessible à travers le budget citoyen. Il est également une invite à chaque citoyen au paiement de l'impôt en vue de la réalisation des projets et programmes de développement.

Le présent budget citoyen est édité en français et traduit dans six (06) langues nationales que sont le mooré, le dioula, le fulfuldé, le gulmancema, le dagara et le lyélé. Il fait l'objet d'une large campagne de communication sur l'étendue du territoire national.

ANNEXES

Annexe 1 : Prévisions des comptes d'affectation spéciale du Trésor (CAST) 2020 (en milliers de FCFA)

INTITULE DU COMPTE	PREVISIONS CORRIGÉES 2019	PREVISIONS 2020	VARIATION	
			MONTANT	TAUX(%)
Compte spécial n° 125 « Plan d'actions de la stratégie nationale de micro-financees »	725 000	400 000	-325 000	-44,83
Compte spécial n° 126 « Fonds de soutien au développement de l'enseignement de base »	13 307 726	17 137 683	3 829 957	28,78
Compte spécial n° 127 « Cantines scolaires du secondaire »	560 534	560 534	0	0,00
Compte spécial n° 128 « Fonds d'appui au développement du système de santé »	46 995	50 050	3 055	6,50
Compte spécial n° 129 « Fonds de soutien à la modernisation de l'administration publique »	9 262 661	4 219 771	-5 042 890	-54,44
Compte spécial n° 130 « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso »	933 787	859 190	-74 597	-7,99
Compte spécial n° 131 « Fonds de développement de la statistique »	13 410 042	1 516 699	-11 893 343	-88,69
Compte spécial n° 132 « Cadastre fiscal »	12 000	26 000	14 000	116,67
Compte spécial n° 142 « Remboursement crédits TVA »	50 000 000	50 000 000	0	0,00
Compte spécial n° 143 « Approvisionnement en Eau et Assainissement »	63 692 179	27 025 000	-36 667 179	-57,57
Compte spécial n° 144 « Appui à la formation professionnelle »	5 368 951		-5 368 951	-100,00
TOTAL	157 319 875	101 794 927	-55 524 948	-35,29

Source : DGB/MINEFID, décembre 2019

Annexe 2 : Evolution de l'encours de la dette publique sur la période 2018-2020 (en milliards de FCFA)

Rubrique	Réalizations		Projections	
	31/12/2018	30/10/2019	31/12/2019	31/12/2020
Dette extérieure	1 909,6	1 983,3	2 086,5	2 263,0
Multilatérale	1 664,4	1 748,8	1 800,8	1 937,6
Bilatérale	245,2	234,5	285,7	325,4
Dette intérieure	1 456,4	1 709,0	1 620,0	1 571,5
Institutions Financières	40,7	25,5	22,2	12,3
Institutions non Financières	161,7	145,4	145,4	104,8
Marché Monétaire et Fin.	1 254,1	1 538,1	1 452,5	1 454,3
Total général	3 366,0	3 652,1	3 706,5	3 834,4
PIB nominal	7 849,9		8 487,8	9 099,0
Encours dette publique/PIB (%)	42,9		43,7	42,1

Source : DGEP/MINEFID, décembre 2019

Annexe 3 : Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat

Phases	Activités	Acteurs	Calendrier
Cadrage budgétaire	Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires	DGEP/MINEFID	Janvier – Février
	Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire.	DGB/MINEFID	Mars-Avril
	Notification des enveloppes sectorielles aux ministères et aux institutions à travers la circulaire budgétaire.	DGB/MINEFID	Mai
	Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions.	Ministères sectoriels	Mai – Juin
Arbitrage	Examen technique des DPPD des ministères et des institutions.	DGB/MINEFID	Juin
	Arbitrage des DPPD des ministères et institutions par le Ministère en charge des Finances	MINEFID	Juillet
	Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances en Conseil de ministres	Gouvernement	Septembre
	Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement	Gouvernement	
Vote	Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale	SG- Gouvernement	Septembre
	Examen par la Commission Finances et Budget de l'Assemblée Nationale et vote de la loi de finances par le Parlement	Parlement	Octobre- Décembre
Mise en exécution	Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso	Président du Faso	Décembre N- janvier N+1

Annexe 4 : Présentation du budget de l'Etat selon l'objet socio-économique de la dépense en 2019 et 2020 (en milliers de FCFA)

Libellés	2019		2020	
	Dotation	Part relative (en%)	Dotation	Part relative (en %)
01 - Services généraux des administrations publiques	924 650 955	41,78	908 049 517	36,06
011 - Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	1 657 956 017	71,16	655 754 735	26,2 73,26
013 - Services généraux	185 643 414	20,08	105 820 806	11,65
014 - Recherche fondamentale	9 854 979	1,07	9 578 433	1,05
015 - R-D concernant les services généraux des administrations publiques	156 237	0,02	149 731	0,02
02 - Défense	181 031 362	8,18	195 366 887	7,76
021 - Défense militaire	176 032 372	97,24	185 817 592	95,11
022 - Défense civile	532 192	0,29	683 832	0,35
024 - R-D concernant la défense		0,00	1 500 000	0,77
025 - Défense n.c.a.	4 466 798	2,47	7 365 463	3,77
03 - Ordre et sécurité publics	105 672 063	4,77	56 495 972	2,24
031 - Services de police	74 997 730	70,97	20 975 521	37,13
032 - Services de protection civile	5 553 503	5,26	7 046 286	12,47
033 - Tribunaux	23 569 033	22,30	26 577 013	47,04
034 - Administration pénitentiaire	753 036	0,71	821 532	1,45
036 - Ordre et sécurité publics n.c.a.	798 761	0,76	1 075 620	1,90

04 - Affaires économiques	389 089 102	17,58	474 794 233	18,85
041 - Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	36 674 455	9,43	57 520 686	12,11
042 - Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	88 242 039	22,68	117 785 116	24,81
043 - Combustibles et énergie	19 140 955	4,92	37 324 477	7,86
044 - Industries extractives et manufacturières, construction	8 485 539	2,18	9 675 934	2,04
045 - Transports	173 740 922	44,65	136 191 423	28,68
046 - Communications	19 250 641	4,95	33 567 844	7,07
047 - Autres branches d'activité	16 163 681	4,15	19 595 819	4,13
048 - R-D concernant les affaires économiques	4 306 725	1,11	6 577 847	1,39
049 - Affaires économiques n.c.a	23 084 145	5,93	56 555 087	11,91
05 - Protection de l'environnement	19 233 352	0,87	26 760 716	1,06
051 - Gestion des déchets	150 000	0,78	469 287	1,75
052 - Gestion des eaux usées	571 479	2,97	342 164	1,28
053 - Lutte contre la pollution	126 000	0,66	150 000	0,56
054 - Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	17 578 709	91,40	21 198 942	79,22
055 - R-D dans le domaine de la protection de l'environnement	0	0,00	1 799 087	6,72
056 - Protection de l'environnement n.c.a.	807 164	4,20	2 801 236	10,47
06 - Logement et équipements collectifs	33 444 577	1,51	46 905 826	1,86

Libellés	2019		2020	
	Dotation	Part relative (en%)	Dotation	Part relative (en %)
061 - Logement	753 844	2,25	1 663 555	3,55
062 - Equipements collectifs	4 123 164	12,33	4 565 061	9,73
063 - Alimentation en eau	28 567 569	85,42	40 677 210	86,72
07 - Santé	93 942 976	4,24	253 668 337	10,07
071 - Produits, appareils et matériels médicaux	320 000	0,34	310 000	0,12
072 - Services ambulatoires	2 928 111	3,12	2 732 233	1,08
073 - Services hospitaliers	41 878 656	44,58	125 785 896	49,59
074 - Services de santé publique	32 687 601	34,80	46 692 504	18,41
075 - R-D dans le domaine de la santé	927 702	0,99	887 701	0,35
076 - Santé n.c.a.	15 200 906	16,18	77 260 003	30,46
08 - Loisirs, culture et culte	13 309 032	0,60	14 265 860	0,57
081 - Services récréatifs et sportifs	5 548 531	41,69	5 609 175	39,32
082 - Services culturels	6 338 505	47,63	7 004 483	49,10
086 - Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 421 996	10,68	1 652 202	11,58
09 - Enseignement	432 561 423	19,54	523 031 256	20,77
091 - Enseignement préélémentaire et primaire	19 555 118	4,52	18 155 995	3,47
092 - Enseignement secondaire	10 572 179	2,44	9 544 091	1,82
093 - Enseignement post secondaire non supérieur	365 531	0,08	365 531	0,07
094 - Enseignement supérieur	41 641 208	9,63	53 364 761	10,20

095 - Enseignement non défini par niveau	34 955 986	8,08	38 020 988	7,27
096 - Services annexes à l'enseignement	298 202 254	68,94	371 423 488	71,01
097 - R-D dans le domaine de l'enseignement	7 816 136	1,81	9 678 370	1,85
098 - Enseignement n.c.a.	19 453 011	4,50	22 478 032	4,30
10 - Protection sociale	20 355 489	0,92	19 118 058	0,76
101 - Maladie et invalidité	0	0,00	1 785 500	9,34
102 - Vieillesse	636 000	3,12	636 000	3,33
104 - Famille et enfants	4 330 440	21,27	3 611 231	18,89
105 - Chômage	100 000	0,49	50 000	0,26
106 - Logement	0	0,00		0,00
107 - Exclusion social n.c.a.	540 000	2,65	310 799	1,63
108 - R-D dans le domaine de la protection sociale	539 404	2,65	621 742	3,25
109 - Protection sociale n.c.a.	14 209 645	69,81	12 102 786	63,31
Total général	2 213 290 331	100,00	2 518 456 662	100,00

Source : DGB/MINEFID, décembre 2019

n.c.a. : non classé ailleurs ; R-D : Recherche et Développement

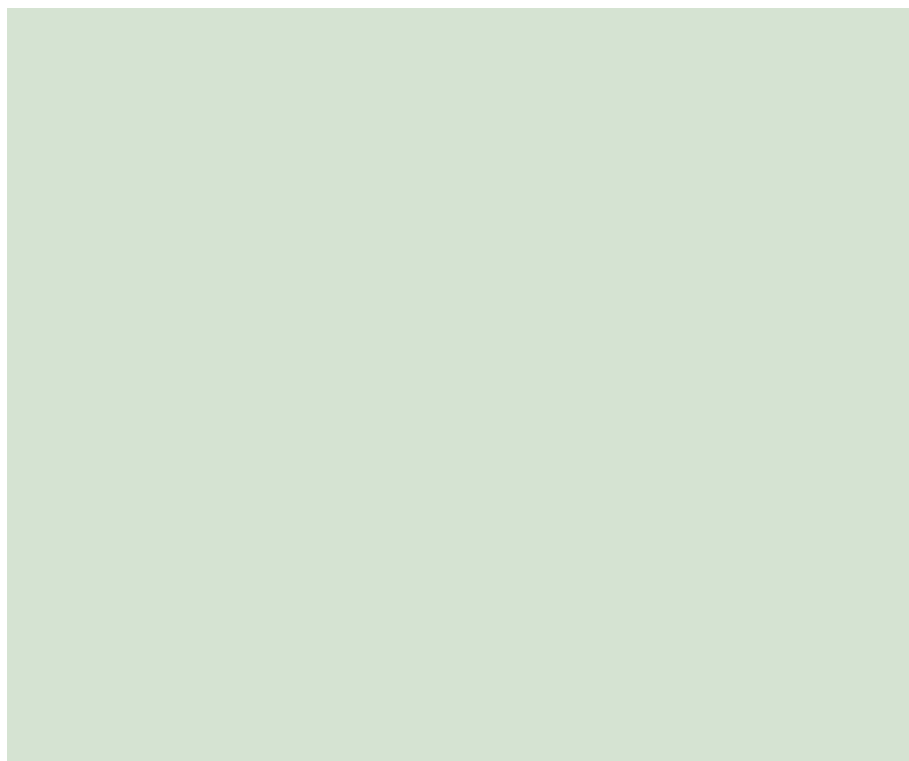
Annexe 5 : Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités Territoriales en 2020 (base LFI) (en millier de FCFA)

STRUCTURES BENEFICIAIRES	2019	2020
Ressources liées aux compétences transférées	39 070 159	39 468 772
Enseignement de base	30 263 630	31 208 360
Santé	6 284 150	6 284 150
Eau potable et Assainissement	1 800 000	1 000 000
Sports et loisirs	100 000	50 000
Culture et tourisme	30 456	30 456
Jeunesse et Emploi	19 627	19 627
Action sociale et solidarité Nationale	95 000	95 000
MAAH		553 600
MCIA	77 296	87 579
MINEFID	-	140 000
Infrastructures	400 000	-
Autres appuis à la décentralisation	101 414 094	167 173 767
Dotations globales	6 674 000	6 774 000
Dotation aux régions	900 000	900 000
Dotation aux communes	5 774 000	5 874 000
Subvention (Taxe sur les produits pétroliers)	9 963 590	8 802 003
Rémunération des agents des IRA	159 049	159 049
Rémunération ex-agents des provinces	311 000	350 000
Droit de tirage FPDCT	6 000 000	3 000 000
Mesures Sociales (HIMO)	1 500 000	2 514 183
Appui décentralisation et investissement communautaire (PADIC) /Etat	7 763 214	-
Décentralisation et Participation Citoyenne (DEPAC)	1 382 716	578 005
Appui aux brigades vertes (Ouaga et Bobo)	1 000 000	1 000 000
Construction de sièges de mairies (Ouaga et Bobo)	300 000	794 417
PADEL		8 283 474

PUS	75 000	-
Projets et programmes	40 149 746	108 782 857
Fiscalité partagée	11 353 191	11 353 191
Fonds minier de développement local (MINE) 20% des royalties	14 782 588	14 782 588
Structures d'appui à la décentralisation	2 258 716	3 564 216
Commission technique interministérielle (CTI)	108 000	108 000
Comité national de la coopération décentralisée	20 000	10 000
Conseil national de la décentralisation (CONAD)	595 213	164 588
Comité national des finances locales (CONAFIL)	20 000	15 000
Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF)	50 000	50 000
Association Conseils Régionaux Burkina Faso (ARBF)	50 000	50 000
CNSE (Comité national de suivi-évaluation)	7 000	5 000
Commission Nationale d'Aménagement du Développement Durable du Territoire (CNADDT)	0	7 000
Conférence Africaine Décentralisation et du Développement Local (CADDEL)	70 000	
Actualisation de l'Aménagement du Territoire	100 000	
Etude réalisation SNAT/SRAT	450 000	
Fonctionnement du FPDCT	788 503	3 154 628
Total des appuis financiers de l'Etat à la décentralisation	142 742 969	210 206 755
Budget total	2 213 290 331	2 518 456 662
Montant à soustraire	662 874 649	667 254 865
Charge financière de la dette	100 000 000	123 380 000
Financement extérieur (dons projets et prêts projets)	294 987 884	386 506 662
Contrepartie aux financements extérieurs	41 201 782	50 775 264

STRUCTURES BENEFICIAIRES	2019	2020
Contrepartie aux nouveaux projets	7 872 860	21 092 939
Exonération marché+subvention hydrocarbures	150 254 662	61 000 000
Exonération fiscales et douanières	50 000 000	-
Surcoût sur investissements	1 000 000	2 000 000
PC-PCS	12 000 000	12 000 000
Dépenses en atténuation du capital	500 500	500 000
Transferts en capital	5 056 961	10 000 000
Dénominateur	1 550 415 682	1 851 201 797
Part du budget transférée aux collectivités territoriales	9,21%	11,36%

Source : DGD/MINEFID, décembre 2019



Annexe 6 : Calendrier de diffusion du budget citoyen 2020

Document à publier	Structure responsable de la diffusion	Date limite de publication (norme IBP)	Période de diffusion proposée pour le Burkina	Canal	Justification	Champ	Observation
Le budget citoyen	DGB	Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI	Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI	Radio	Partager l'information budgétaire avec un large public dans les langues locales (stations de radio locale, etc.)	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	La radio permet de toucher un plus grand public avec des moyens modestes (radio à pile, téléphone portable, etc.)
				Télévision	Partager l'information budgétaire avec un large public en mettant en évidence les images traduisant les ambitions affichées	OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	En plus de renfermer certains avantages de la radio, la télé permet de toucher certains groupes (handicapés auditifs, etc.)
				Presse écrite	Partager l'information budgétaire à ceux qui ont un niveau minimum d'instruction	Administration, OSC, Presse, Collectivités Territoriales,	L'archivage des journaux permet de relire et de partager les informations avec plusieurs personnes.
				Plateforme web d'accès	Permettre l'accès facile aux données budgétaires à travers les visualisations interactives	Accessibilité à internet	Elle permet de donner des statistiques analytiques, graphiques.

Source : DGB/MINEFID, décembre 2019



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**



BUDGET CITOYEN

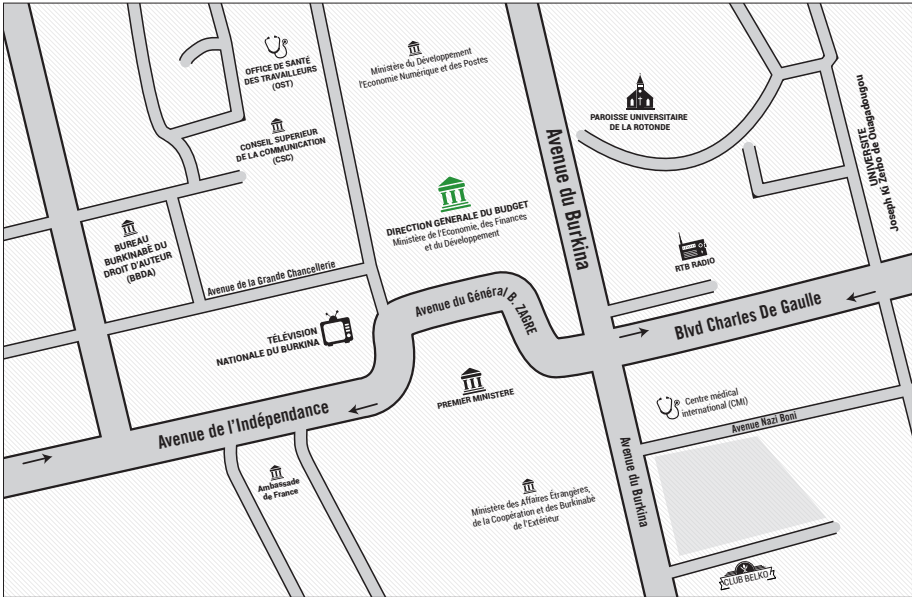
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

INFORMATIONS UTILES



Situation géographique de la DGB

La Direction Générale du Budget est située dans l'enceinte du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement sise Avenue du 11 décembre face à la télévision nationale.



Numéro utile

Secrétariat du Directeur
Général du Budget
25 41 82 94



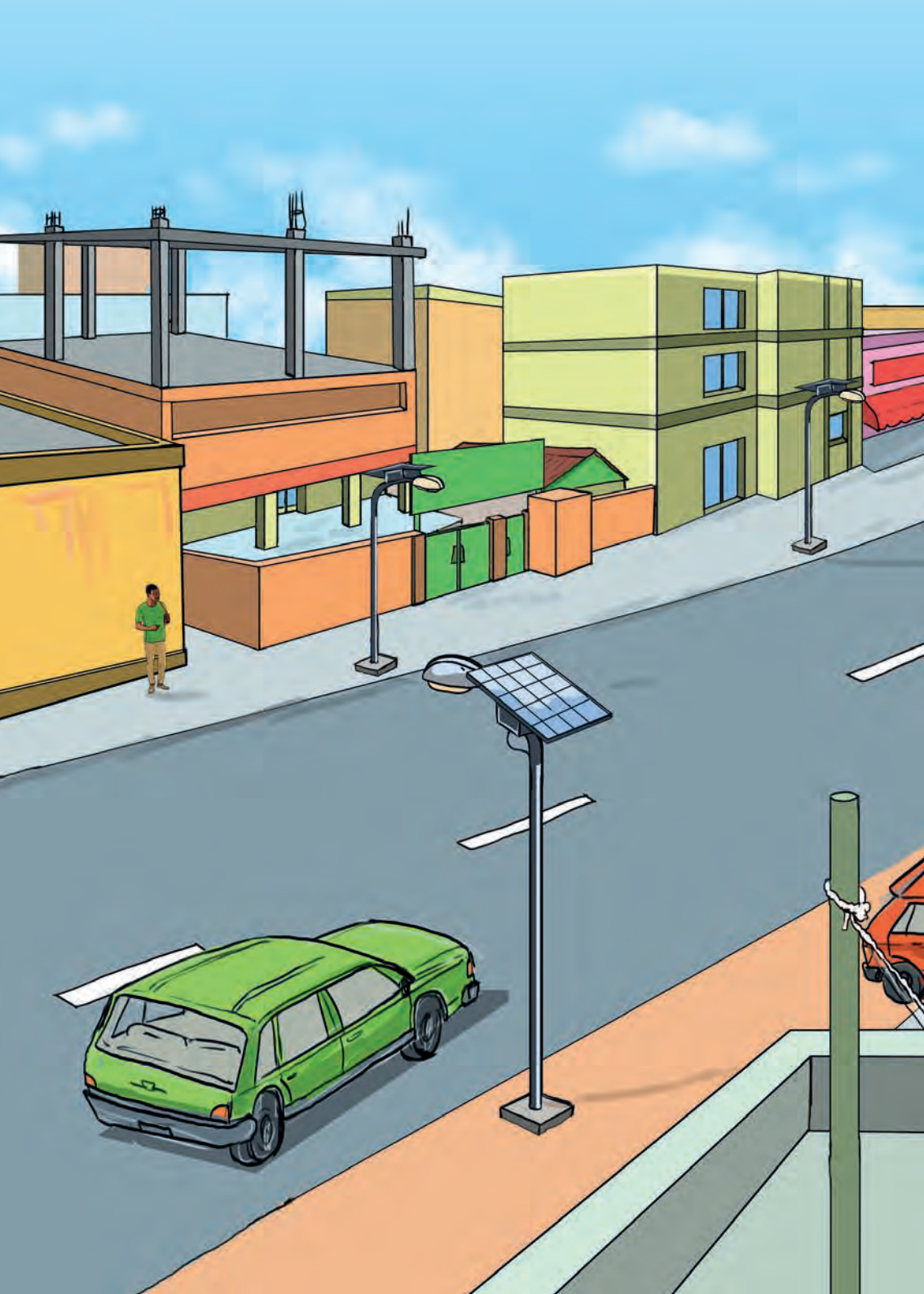
Site web

www.dgb.gov.bf



Courriel

dgb@finances.gov.bf



Payer ses impôts, c'est contribuer
au développement de la Nation



© DIRECTION GENERALE DU BUDGET-2019

Superviseurs

OUEDRAOGO Lassané
SOULAMA Vieux Abdoul Rachid

Président

SANFO Arouna

Equipe de rédaction

TIENDREBEOGO Henri
BOUNDAOGO Madi
OUEDRAOGO Ousmane
BASSOLE Léon
TIAO Koibiet
YELEMOU Alain Florent
SIA Yacoubou
SAVADOGO Mohamed
KABORE K. Mariel
BONKOUNGOU Inoussa
KABORE Albert
KABRE Isaac Fresnel
BAZYOMO Sylvie Kambolé
ZOUGOURI Papa
OUOBA Boukari
OUATTARA Karamoko
TRAORE Nongo Grégoire
KOMBELEMSIGRI P. Clément
TINTO Idriss

Conception graphique

BONTOGHO K. Modeste

